

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par Ls	(sagremot ekspedīcijā) par Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13,—	Par atsevišķu numuru 10,—

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiālais laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu	„—,20
c) no privātiem par katru vienst. rindiņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—,80

234. №

Trešdien, 1936. g. 14. oktobrī

Deviņpadsmitais gads

Starptautiskai telekomunikāc. konvencijai pievienotais Telefona reglaments.
(Turpinājums pie likuma par Madrides 1932. g. starptaut. telekomunikāc. konvenciju.)

Règlement téléphonique

annexé à la

Convention internationale des télécommunications.

CHAPITRE I.

Application du Règlement.

Article premier.

Application du Règlement. — Régimes.

- [1] § 1. (1) Les dispositions du présent Règlement ne s'appliquent qu'aux services téléphoniques internationaux du régime européen.
[2] (2) Le régime européen comprend tous les pays de l'Europe et les pays situés hors de l'Europe que leurs administrations respectives déclarent appartenir à ce régime.
[3] § 2. Une communication téléphonique est soumise aux règles du régime européen lorsqu'elle emprunte exclusivement des voies de communication de pays appartenant à ce régime.
[4] § 3. Les règles relatives à chaque service téléphonique extraeuropéen sont fixées par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.
[5] § 4. Les dispositions du Règlement télégraphique qui ne sont pas contraires aux stipulations du présent Règlement et qui se rapportent aux mêmes objets que celui-ci sont applicables au service téléphonique.

CHAPITRE II.

Définitions.

Article 2.

Définitions.

- [6] Les définitions ci-après complètent celles qui sont mentionnées dans la Convention.
[7] Bureau central téléphonique: Installation permettant d'établir des communications téléphoniques.
[8] Circuit téléphonique: Liaison électrique permettant d'établir une communication téléphonique dans les deux sens entre deux bureaux centraux téléphoniques.
[9] Circuit téléphonique international: Circuit téléphonique reliant deux bureaux centraux téléphoniques, situés dans deux pays différents.
[10] Bureaux tête de ligne: Bureaux reliés directement par un circuit international.
[11] Circuit direct de transit: Circuit téléphonique international traversant un ou plusieurs pays de transit et ne comportant aucun bureau central téléphonique de transit.
[12] Communication directe: Communication téléphonique établie au moyen d'un seul circuit téléphonique international.
[13] Communication de transit: Communication téléphonique établie au moyen de plus d'un circuit téléphonique international.
[14] Demande de communication: Première requête formulée par l'utilisateur pour obtenir une communication téléphonique internationale.
[15] Conversation: Suite donnée à une demande de communication lorsque la communication a été établie entre les postes demandeur et demandé.
[16] Refus d'une conversation: Conversation refusée lorsque, au moment où elle est offerte, une personne quelconque à l'un des deux postes demandeur ou demandé indique immédiatement qu'on ne peut ou ne veut pas causer.
[17] Voie normale: Voie qui doit être choisie en premier lieu pour l'écoulement du trafic téléphonique dans une relation déterminée.
[18] Voie auxiliaire: Voie autre que la voie normale, mais traversant les mêmes pays que la voie normale.
[19] Voie de secours: Voie qui traverse d'autres pays que les pays traversés par la voie normale.
[20] Durée taxable d'une conversation téléphonique: Intervalle de temps qui sert de base pour le calcul de la taxe de cette conversation.
[21] Unité de taxe dans une relation internationale déterminée: Taxe afférente à une conversation ordinaire d'une durée de trois minutes échangée pendant la période de fort trafic.

CHAPITRE III.

Réseau international.

Article 3.

Constitution et utilisation du réseau.

- [22] § 1. (1) Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées constituent, après entente entre elles, les circuits nécessaires pour assurer l'écoulement du trafic téléphonique international.
[23] (2) Chaque administration ou exploitation privée intermédiaire fournit les sections de circuits internationaux qui doivent traverser le territoire qu'elle dessert.
[24] (3) Chaque section à construire sur le territoire desservi par une administration ou exploitation privée intermédiaire est établie, autant que possible, compte tenu des difficultés de toute nature, par l'itinéraire le plus court entre les points d'entrée et de sortie du circuit international.
[25] § 2. (1) Les circuits destinés à l'écoulement du trafic téléphonique international et les installations techniques y relatives sont constitués et entretenus de manière à assurer une bonne audition ainsi qu'un service sûr et rapide.

- [26] (2) A cet égard, les administrations et les exploitations privées se conforment, autant que possible, aux recommandations de principe formulées par le C. C. I. F. en ce qui concerne la constitution et la maintenance des lignes et des installations.
[27] § 3. (1) Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent, d'un commun accord, les relations à ouvrir, en s'efforçant d'étendre ces relations à de grandes circonscriptions géographiques et non seulement à certains réseaux.
[28] (2) Pour chaque relation, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent, d'un commun accord:
[29] a) une ou plusieurs voies normales;
[30] b) éventuellement, des voies auxiliaires à utiliser chaque fois que cela présente de l'intérêt au point de vue de la rapidité du service;
[31] c) le cas échéant, des voies de secours à utiliser en cas d'interruption totale ou de dérangement important des voies normales.
[32] (3) Les voies normales sont déterminées en tenant compte de la qualité de l'audition, du nombre des bureaux intermédiaires, de la longueur et du trafic des circuits à utiliser, en attachant, toutefois, une importance primordiale à la qualité de l'audition.
[33] § 4. L'affectation d'un circuit international ne peut être modifiée que par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.
[34] § 5. En cas de dérangement, tout circuit international (ou section de circuit international) défectueux doit être réparé avec toute la célérité désirable, et, en attendant qu'il soit réparé, être remplacé dans la mesure du possible et dans le moindre délai.
[35] § 6. (1) Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées se communiquent la composition des sections de circuit international établies sur leurs territoires respectifs, et se font part de tout changement important dans cette composition.
[36] (2) Le Bureau de l'Union tient à jour une nomenclature des circuits téléphoniques internationaux.

Article 4.

Maintenance des circuits.

- [37] § 1. Quotidiennement, à une heure fixée d'un commun accord, les bureaux tête de ligne s'assurent, par des essais d'appel et d'audition, de l'état des circuits internationaux. Il est tenu note des dérangements.
[38] § 2. Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées établissent d'un commun accord un programme suivant lequel doivent être effectuées, par les bureaux tête de ligne et par les stations de répéteurs, les mesures périodiques de maintenance sur les circuits internationaux. Ces mesures doivent être effectuées à des heures telles qu'elles ne gênent pas l'écoulement du trafic téléphonique.

CHAPITRE IV.

Durée du service. — Heure légale.

Article 5.

Durée du service.

- [39] § 1. (1) Chaque administration ou exploitation privée détermine les heures de fonctionnement de ses bureaux.
[40] (2) Les administrations et les exploitations privées intéressées font coïncider autant que possible les périodes de fonctionnement des bureaux situés de part et d'autre de la frontière et qui ont des relations suivies entre eux.
[41] § 2. Les bureaux qui ne sont pas ouverts en permanence sont tenus de prolonger le service de 12 minutes au delà des heures réglementaires en faveur des conversations en cours et des communications déjà préparées.

Article 6.

Heure légale.

- [42] (1) L'heure des bureaux doit toujours être l'heure légale de leur pays.
[43] (2) Tout changement apporté à l'heure légale d'un pays est notifié d'avance par l'administration ou l'exploitation privée de ce pays aux autres administrations et exploitations privées intéressées.

CHAPITRE V.

Listes des abonnés.

Article 7.

Etablissement des listes.

- [44] § 1. Chaque administration ou exploitation privée publie, par réseau, les listes officielles des abonnés.
[45] § 2. Si le classement des réseaux n'est pas basé sur l'ordre alphabétique, chaque liste comprend un tableau récapitulatif des réseaux par ordre alphabétique, afin de faciliter les recherches.
[46] § 3. Au moins pour les bureaux centraux où le service n'est pas assuré d'une manière permanente, les heures de fonctionnement sont indiquées dans ces listes en chiffres arabes.

Article 8.

Fourniture des listes.

- [47] § 1. Chaque administration ou exploitation privée remet gratuitement aux administrations ou exploitations privées des pays avec lesquels les relations téléphoniques sont ouvertes, un nombre suffisant d'exemplaires de ses listes officielles. Dès qu'une nouvelle liste est reçue, la liste périmée est détruite.
[48] § 2. Les administrations et les exploitations privées prennent les mesures nécessaires pour vendre les listes officielles étrangères au public de leurs pays respectifs.

CHAPITRE VI.

Catégories de conversations.

Article 9.

Conversations privées ordinaires.

- [49] On entend par conversations privées ordinaires les conversations taxées qui ne jouissent d'aucune priorité.

Article 10.

Conversations privées urgentes.

- [50] Des conversations privées urgentes, ayant priorité sur les conversations privées ordinaires, peuvent être admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

Article 11.

Conversations „éclair”.

[51] Des conversations „éclair” ayant priorité sur toutes les autres conversations, à l'exception des conversations d'Etat urgentes, peuvent être admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

Article 12.

Conversations par abonnement.

[52] § 1. (1) Les conversations par abonnement sont celles qui sont prévues comme devant avoir lieu chaque jour, ou chaque jour ouvrable, entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, pour la même durée, et qui ont été demandées pour un mois entier au moins.

[53] (2) Toutefois, le titulaire d'un abonnement peut être autorisé exceptionnellement à échanger sa conversation avec un poste ou à partir d'un poste autre que ceux indiqués dans l'engagement d'abonnement, mais faisant partie du même réseau.

[54] § 2. Les conversations par abonnement sont admises par accord spécial entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[55] § 3. Les conversations par abonnement doivent concerner exclusivement les affaires personnelles des correspondants ou celles de leurs établissements.

[56] § 4. (1) Les conversations par abonnement donnent lieu à la souscription, par le demandeur, d'un engagement d'abonnement. L'abonnement peut être contracté à partir d'une date quelconque, mais la période mensuelle ne prend cours que le premier de chaque mois. Le montant de l'abonnement afférent à la première période mensuelle est augmenté, s'il y a lieu, de la partie du montant de cet abonnement correspondant à la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et celle du commencement de la période mensuelle.

[57] (2) L'abonnement se prolonge de mois en mois, à moins qu'il n'ait été résilié de part ou d'autre, au moins huit jours avant l'expiration de la période mensuelle en cours. Toutefois, par accord spécial entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, une résiliation anticipée peut être accordée, après la première période mensuelle et avant la fin d'une autre période mensuelle, moyennant un préavis de huit jours.

[58] § 5. L'heure et la durée des séances d'abonnement sont fixées par les bureaux intéressés, compte tenu de la demande de l'usager et des possibilités du service. Les bureaux intéressés se confirment par écrit l'heure et la durée des conversations prévues dans l'engagement d'abonnement.

[59] § 6. Si, à l'heure prévue dans l'engagement d'abonnement, il y a, entre les bureaux tête de ligne intéressés, un circuit sur lequel aucune conversation n'est engagée et sur lequel il n'y a en instance aucune demande de communication d'Etat urgente ou de communication „éclair” (ou, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, aucune demande de communication d'Etat ordinaire), la communication est établie à l'heure prévue. Dans le cas contraire, elle est établie aussitôt que possible sur le premier circuit remplissant ces conditions après l'heure prévue.

[60] § 7. Une communication par abonnement est rompue définitivement lorsque le demandeur donne le signal de fin de conversation avant l'expiration du temps concédé pour chaque séance d'abonnement. Si, à l'expiration de ce temps, le demandeur n'a pas encore donné le signal de fin de conversation, la communication est rompue d'office, à moins que le demandeur ne déclare vouloir continuer la conversation; dans ce cas, il peut être autorisé à poursuivre la conversation, sous les réserves prévues au sujet de la limitation de la durée des conversations.

Article 13.

Conversations fortuites à heure fixe.

[61] § 1. Une conversation fortuite à heure fixe est une conversation pour laquelle la demande comporte l'indication d'une heure d'établissement déterminée.

[62] § 2. Les conversations fortuites à heure fixe sont admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[63] § 3. Si, à l'heure prévue pour l'établissement de la conversation fortuite à heure fixe, il y a entre les bureaux tête de ligne intéressés un circuit sur lequel aucune conversation n'est engagée et sur lequel il n'y a en instance aucune demande de communication d'Etat urgente ou de communication „éclair” (ou, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, aucune demande de communication d'Etat ordinaire) la communication est établie à l'heure indiquée par le demandeur. Dans le cas contraire, elle est établie aussitôt que possible sur le premier circuit remplissant ces conditions, après l'heure indiquée.

Article 14.

Conversations d'Etat.

[64] § 1. (1) Les conversations d'Etat sont celles qui sont demandées comme telles par:

- [65] a) les chefs d'Etat;
- [66] b) les ministres membres d'un gouvernement;
- [67] c) les chefs de colonie, protectorat, territoire d'outre-mer ou territoire sous souveraineté, autorité ou mandat des gouvernements contractants;
- [68] d) les commandants en chef des forces militaires terrestres, navales ou aériennes;
- [69] e) les agents diplomatiques ou consulaires de carrière des gouvernements contractants;
- [70] f) le secrétaire général de la Société des Nations.

[71] (2) Les conversations demandées par les agents consulaires autres que ceux visés au litt. e) sont considérées comme conversations d'Etat lorsqu'elles sont échangées avec les autorités spécifiées à l'alinéa (1) ci-dessus.

[72] § 2. Le demandeur d'une conversation d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité et, dans le cas visé au § 1 (2), le nom et la qualité du demandé.

[73] § 3. Les conversations d'Etat comprennent les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires.

[74] § 4. Dans les relations où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, il peut exister des conversations d'Etat urgentes.

Article 15.

Conversations de service.

[75] § 1. (1) Les conversations de service sont celles qui concernent exclusivement l'exécution du service téléphonique international et qui peuvent être échangées en exemption de taxe entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées dans ce service.

[76] (2) En réclamant l'exercice de cette faculté, les fonctionnaires autorisés par leurs administrations ou exploitations privées respectives sont tenus de déclarer leur nom et leur qualité.

[77] § 2. Les conversations de service doivent être demandées, autant que possible, en dehors des heures les plus chargées; elles prennent rang parmi les conversations privées ordinaires. Cependant, dans les cas importants et urgents, elles peuvent être demandées à toute heure et être considérées comme des conversations de service urgentes, ayant priorité sur les conversations privées urgentes.

Article 16.

Conversations de bourse.

[78] § 1. (1) Les conversations de bourse sont celles qui sont originaires ou à destination d'une bourse dans laquelle il existe des cabines accessibles à tous les boursiers et desservies par l'administration ou l'exploitation privée du pays intéressé.

[79] (2) Le „bureau-bourse” est l'ensemble de ces cabines et, le cas échéant, des commutateurs qui les desservent.

[80] § 2. Les conversations de bourse sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.

[81] § 3. Les demandes de communications à destination d'un „bureau-bourse” ne peuvent pas être accompagnées d'un préavis ou d'un avis d'appel.

Article 17.

Conversations avec préavis.

[82] § 1. (1) Toute demande de communication peut comporter un préavis ayant pour objet de faire prévenir le poste d'abonné intéressé que le demandeur de la communication désire échanger sa conversation soit avec un correspondant désigné nominativement ou de toute autre façon, soit avec un poste déterminé.

[83] (2) Les préavis sont admis par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[84] § 2. Les conversations qui font suite aux préavis sont nommées „conversations avec préavis” et sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.

[85] § 3. Une demande de communication avec préavis cesse d'être valable à l'heure de la clôture d'un des bureaux intéressés. Toutefois, la durée de validité du préavis peut être prolongée de 24 heures à la requête du demandeur lorsqu'il a été informé que la conversation pourrait avoir lieu le lendemain à une heure approximativement déterminée.

Article 18.

Conversations avec avis d'appel.

[86] § 1. (1) Toute demande de communication peut comporter un avis d'appel ayant pour objet de faire convoquer, par un poste public, un correspondant ou son remplaçant habitant le même immeuble, à l'effet d'échanger une conversation.

[87] (2) Les avis d'appel sont admis par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[88] § 2. Les conversations qui font suite aux avis d'appel sont nommées „conversations avec avis d'appel” et sont soumises, sauf stipulations contraires prévues dans le présent Règlement, aux dispositions générales applicables aux conversations téléphoniques internationales.

[89] § 3. Une demande de communication avec avis d'appel reste valable pendant toute la journée qui suit celle où la demande a été formulée.

[90] § 4. Si, pour une raison quelconque, la remise d'un avis d'appel n'a pu avoir lieu, le demandeur en est informé et la demande de communication est annulée.

Article 19.

Demandes de renseignements.

[91] § 1. Une demande de renseignement est une requête non accompagnée d'une demande de communication et formulée par un usager en vue de savoir:

- [92] a) si telle personne désignée par son nom et son adresse complète est abonnée au téléphone, et, dans l'affirmative, quel est son numéro d'appel;
- [93] b) à quelle personne correspond un numéro d'appel donné dans un réseau téléphonique déterminé.

[94] § 2. Les demandes de renseignements sont admises par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

CHAPITRE VII.

Demandes de communications.

Article 20.

Forme de la demande.

[95] § 1. Dans une demande de communication, le poste de l'abonné demandé est désigné par le nom du réseau destinataire et par son indicatif d'appel tel qu'il figure dans la liste officielle des abonnés de son pays. Toutefois, les demandes ne comportant que le nom du demandé, avec les indications supplémentaires nécessaires pour identifier celui-ci, sont admises.

[96] § 2. Dans une demande de communication originaire ou à destination d'un „bureau-bourse”, on indique le nom de la ou des bourses intéressées, le nom du ou des boursiers intéressés, et le cas échéant, le nom ou le titre du délégué du boursier demandé.

Article 21.

Validité des demandes.

[97] (1) La validité des demandes de communications inscrites pour une journée et non satisfaites expire:

- [98] a) au moment de la clôture du service à la fin de la journée dans les bureaux où le service n'est pas permanent;
- [99] b) à minuit dans les bureaux à service permanent si la communication a été demandée avant vingt-deux heures de la même journée.

[100] (2) La validité des communications demandées entre vingt-deux et vingt-quatre heures expire le lendemain à huit heures.

Article 22.

Limitation des demandes.

[101] Le nombre des demandes de communications émanant du même correspondant à destination du même réseau peut être limité, d'un commun accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

Article 23.

Spécification de l'heure d'établissement.

[102] Au moment où il formule sa demande de communication, le demandeur peut spécifier que la communication ne soit établie qu'après une heure indiquée par lui, ou bien que la communication ne soit pas établie pendant une période déterminée qu'il indique, sous réserve de la disposition ci-dessus relative à la validité des demandes de communications (art. 21).

Article 24.

Modification des demandes.

[103] § 1. Pour toute demande de communication et sous réserve de la disposition de l'article 21 relative à la validité des demandes de communications, le demandeur peut, aussi longtemps qu'il n'a pas été appelé par son bureau pour échanger la conversation:

- [104] a) spécifier que la communication ne soit pas établie pendant une période déterminée;
- [105] b) spécifier que la communication ne soit établie qu'après une heure déterminée;
- [106] c) changer soit le numéro du poste demandeur, soit le numéro du poste demandé, dans les limites des réseaux respectifs de ces postes;
- [107] d) changer une demande de communication ordinaire en demande de communication urgente et vice versa;
- [108] e) changer une demande de communication ordinaire en une demande de communication avec préavis ou avec avis d'appel;
- [109] f) changer une demande de communication avec préavis en une demande de communication avec avis d'appel ou vice versa;
- [110] g) changer la désignation du destinataire d'une demande de communication avec avis d'appel ou d'une demande de communication de bourse, dans les limites du même réseau.

[111] § 2. (1) Les modifications des demandes de communications sont accordées gratuitement; toutefois, l'administration ou l'exploitation privée d'origine peut percevoir une taxe spéciale rémunérant le travail supplémentaire d'inscription et n'entrant pas dans les comptes internationaux.

[112] (2) En ce qui concerne la transformation d'une demande de communication avec préavis en une demande de communication avec avis d'appel, et vice versa, ou la transformation de toute demande de communication en une demande de communication avec avis d'appel, ou encore le changement de la désignation du destinataire d'une demande de communication avec avis d'appel ou une demande de communication de bourse, l'administration ou l'exploitation privée de destination reçoit une taxe relative à la course du message si celle-ci est nécessitée par la modification demandée.

CHAPITRE VIII.

Priorité des conversations. — Etablissement et rupture des communications; limitation de leur durée.

Article 25.

Priorité des conversations.

[113] § 1. Les conversations internationales (à l'exclusion de celles n'empruntant qu'un circuit international reliant des réseaux voisins de la frontière) bénéficient de la priorité sur les conversations intérieures de même catégorie.

[114] § 2. Les conversations internationales ordinaires bénéficient de la priorité sur les conversations intérieures privées urgentes des pays terminaux; toutefois, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées peuvent s'entendre pour limiter cette priorité aux conversations internationales empruntant un circuit international d'une longueur supérieure à une valeur déterminée.

[115] § 3. (1) Les conversations sont échangées dans l'ordre suivant:

- a) conversations d'Etat urgentes;
- b) conversations „éclair“;
- c) conversations de service urgentes;
- d) conversations privées urgentes;
- e) conversations d'Etat ordinaires;
- f) conversations privées ordinaires et conversations de service ordinaires.

[116] (2) Toutefois, dans les relations où les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises, les conversations d'Etat ordinaires ont priorité sur les conversations de service urgentes.

[117] § 4. (1) Dans une relation où les communications empruntent un seul circuit international, les demandes de communications prennent rang sur ce circuit au bureau tête de ligne, côté demandeur.

[118] (2) Dans une relation où les communications empruntent plus d'un circuit international, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées s'entendent pour déterminer le circuit sur lequel les demandes de communications prennent rang et le bureau tête de ligne chargé de classer ces demandes; en principe, c'est sur le circuit le plus important au point de vue de la longueur et de la charge que les demandes de communications prennent rang.

[119] (3) Au bureau tête de ligne international chargé de classer les demandes de communications, ces demandes prennent rang d'après leur catégorie et l'heure de leur réception par ce bureau.

Article 26.

Etablissement et rupture des communications.

[120] § 1. Toutes les demandes de communications, les modifications des demandes et les avis d'annulation sont transmis aussi rapidement que possible au bureau tête de ligne chargé de classer les demandes de communication.

[121] § 2. Les conversations de même catégorie sont établies en alternat; les bureaux tête de ligne intéressés peuvent, d'un commun accord, modifier temporairement les conditions de l'alternat, si cela présente de l'intérêt au point de vue de l'écoulement du trafic. Dans le même but, les bureaux tête de ligne reliés entre eux par plusieurs circuits internationaux peuvent, d'un commun accord, spécialiser certains de ces circuits pour l'établissement de communications de transit ou pour l'écoulement du trafic dans un sens unique.

[122] § 3. (1) Une communication au moins doit être préparée avant la fin de la conversation en cours.

[123] (2) La préparation consiste à effectuer toutes les opérations nécessaires pour que les deux postes, demandeur et demandé, soient mis en communication sans aucune perte de temps.

[124] § 4. Les communications déjà préparées ne doivent pas être retardées au bénéfice de communications de rang supérieur.

[125] § 5. Il doit être répondu immédiatement aux appels sur les circuits internationaux. Si, après un temps d'appel convenable, le bureau appelé ne répond pas, il est invité, par un autre circuit téléphonique ou, éventuellement, par télégraphe, à reprendre le service sur le circuit en question.

[126] § 6. (1) Les bureaux tête de ligne vérifient si l'audition entre les correspondants est satisfaisante; ils notent l'heure de mise en communication ainsi que l'heure de la fin de la conversation ou la durée de cette conversation. En outre, le cas échéant, ils notent la période durant laquelle l'audition a été insuffisante.

[127] (2) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les bureaux tête de ligne intéressés constatent que les conditions d'audition ne pourront pas être suffisantes, la communication est rompue, afin d'éviter tout retard dans l'établissement des autres communications.

[128] § 7. Les bureaux tête de ligne du circuit international prennent note des incidents de service et des éléments nécessaires à l'établissement des comptes internationaux.

[129] § 8. Pour la préparation, l'établissement et la rupture des communications, la langue française est utilisée entre administrations et/ou exploitations privées de langues différentes, à moins d'accords particuliers entre elles pour l'emploi d'autres langues.

Article 27.

Limitation de la durée des conversations.

[130] § 1. (1) En général, la durée des conversations privées n'est pas limitée.

[131] (2) Toutefois, les administrations et/ou les exploitations privées intéressées peuvent s'entendre pour limiter à douze ou même à six minutes la durée d'une conversation privée dans certaines relations déterminées.

[132] (3) D'autre part, dans toute relation, en cas d'encombrement ou de dérangement, les bureaux tête de ligne intéressés peuvent s'entendre pour limiter temporairement à douze ou même à six minutes la durée d'une conversation privée.

[133] (4) Dans toute relation, la durée d'une conversation privée peut être limitée à douze minutes, si cela est nécessaire, pour satisfaire une demande de communication de catégorie supérieure en instance.

[134] § 2. (1) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée.

[135] (2) Toutefois, les administrations ou les exploitations privées de transit ont le droit de limiter à douze minutes la durée des conversations d'Etat, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

[136] § 3. Dans les cas où la durée de la conversation est limitée, le demandeur en est prévenu, si c'est possible au moment où la communication va être établie; en outre quelques secondes avant la rupture d'office de la communication, les correspondants sont avisés.

CHAPITRE IX.

Tarifs et taxation. — Détaxes et remboursements.

Article 28.

Durée taxable des conversations.

[137] § 1. La durée taxable d'une conversation entre abonnés commence au moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé, après que ces deux postes ont répondu à l'appel.

[138] § 2. Lorsque la communication est originaire d'un poste public et est destinée à un poste d'abonné, la durée taxable de la conversation commence au moment où, le poste d'abonné ayant répondu à l'appel, le demandeur est mis en relation avec ce dernier poste.

[139] § 3. Si la communication est à destination d'un poste public, la durée taxable de la conversation commence au moment où, les deux postes intéressés ayant répondu à l'appel, le demandeur dans le poste public, ou le poste de l'abonné demandeur, selon le cas, est mis en relation avec la personne demandée ou son délégué.

[140] § 4. La durée taxable de la conversation commence dans tous les cas lorsque, après l'établissement correct de la communication, le ou les postes d'abonnés ont répondu à l'appel, quelle que soit la personne qui répond à l'appel.

[141] § 5. La durée taxable de la conversation finit au moment où le poste demandeur donne le signal de fin de conversation.

[142] § 6. (1) Après chaque conversation, les opératrices des bureaux tête de ligne intéressés s'entendent pour fixer la durée taxable de cette conversation et, sauf dans le cas d'une conversation privée ordinaire, confirment l'indication de la catégorie de cette conversation.

[143] (2) Lorsque des difficultés d'audition ou des incidents se sont produits au cours d'une conversation, les opératrices des bureaux tête de ligne intéressés s'entendent pour déterminer la durée taxable de cette conversation.

[144] (3) En cas de divergence entre les bureaux tête de ligne sur la durée taxable d'une conversation, l'avis du bureau tête de ligne côté demandeur, prévaut.

Article 29.

Tarifs. — Règles générales.

[145] § 1. Le montant de l'unité de taxe est déterminé, sur la base du franc-or, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[146] § 2. Les taxes des conversations se composent des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

[147] § 3. (1) Pour la détermination des taxes terminales, le territoire des administrations et des exploitations privées peut être divisé en zones.

[148] (2) Chaque administration ou exploitation privée fixe le nombre et l'étendue des zones pour ses relations avec chacune des autres administrations et exploitations privées.

[149] (3) Une taxe terminale uniforme est fixée pour une même zone.

[150] § 4. Chaque administration ou exploitation privée de transit fixe sa taxe de transit. Dans les mêmes conditions de transit, une même administration ou exploitation privée applique les mêmes taxes de transit.

[151] § 5. Pour une relation déterminée, une administration ou exploitation privée fournissant un premier circuit direct de transit a la faculté de comprendre, dans sa taxe de transit, les frais d'exploitation d'un bureau de transit, aussi longtemps que le nombre moyen des minutes taxées des conversations échangées sur ce circuit direct par jour ouvrable, ne dépasse pas un nombre minimum déterminé; ce nombre minimum est fixé par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[152] § 6. L'unité de taxe dans une relation déterminée est toujours la même, quelle que soit la voie (normale, auxiliaire, de secours) utilisée pour l'établissement d'une communication dans cette relation.

[153] § 7. (1) Toute conversation d'une durée égale ou inférieure à trois minutes est taxée pour trois minutes.

[154] (2) Lorsque la durée d'une conversation dépasse trois minutes, la taxation a lieu par minute pour la période excédant les trois premières minutes. Toute fraction de minute est taxée pour une minute. La taxe par minute est le tiers de la taxe appliquée pour trois minutes.

[155] (3) Toutefois, dans les relations entre réseaux voisins de la frontière, les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes. Les administrations et/ou les exploitations privées intéressées déterminent ces relations d'un commun accord.

[156] § 8. Les conversations s'étendant à la fois sur la période de fort trafic et sur la période de faible trafic sont taxées comme il suit:

[157] a) la durée de la conversation est de trois minutes au plus: on applique le tarif en vigueur dans l'administration ou l'exploitation privée d'origine et afférent à la période de fort trafic ou à celle de faible trafic, suivant que la conversation a commencé pendant la période de fort trafic ou pendant celle de faible trafic;

[158] b) la durée de la conversation excède trois minutes: les trois premières minutes sont taxées d'après le tarif en vigueur dans l'administration ou l'exploitation privée d'origine au moment où la conversation commence, et les minutes supplémentaires, d'après le tarif en vigueur dans cette administration ou exploitation privée à l'heure où chacune de ces minutes commence.

[159] § 9. Chaque opératrice de bureau tête de ligne annonce à sa correspondante le moment du passage d'une période de fort trafic à une période de faible trafic, ou réciproquement, en ce qui concerne son trafic de départ.

[160] § 10. La taxe est perçue, selon le cas, sur le titulaire du poste d'abonné à partir duquel la communication a été demandée ou sur la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

Article 30.

Taxes applicables aux différentes catégories de conversations.

[161] § 1. (1) Pour toute conversation, le tarif appliqué pendant la période de faible trafic est, au maximum, égal aux trois cinquièmes (3/5) du tarif qui serait appliqué à cette conversation pendant la période de fort trafic.

[162] (2) La période de faible trafic est déterminée par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[163] § 2. La taxe appliquée à une conversation urgente est égale au double de celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation.

[164] § 3. La taxe appliquée à une conversation „éclair“ est égale au décuple de celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation.

[165] § 4. Les conversations d'Etat sont taxées comme des conversations privées de même catégorie.

[166] § 5. (1) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes:

[167] a) pendant la période de fort trafic: le double de la taxe afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant cette même période;

[168] b) pendant la période de faible trafic: au maximum, la moitié de la taxe afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la période de fort trafic.

[169] (2) Pendant la période de fort trafic — sauf pendant les heures les plus chargées — les conversations par abonnement peuvent être admises, au tarif des conversations ordinaires, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées.

[170] § 6. La conversation supplémentaire consécutive à une conversation par abonnement est taxée par minute, au tarif applicable aux conversations par abonnement pendant la ou les périodes de taxation où cette conversation supplémentaire est échangée.

[171] § 7. (1) Le montant mensuel de l'abonnement est calculé sur la base de trente jours.

[172] (2) Toutefois, le montant mensuel de l'abonnement peut être calculé sur la base de vingt-cinq jours, si le titulaire renonce à l'usage de son abonnement les dimanches ainsi que les jours de fête assimilés aux dimanches dans son propre pays.

[173] § 8. La taxe appliquée à une conversation fortuite à heure fixe échangée pendant la période de fort trafic est égale au double de celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire pendant la période de fort trafic, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[174] § 9. La taxe appliquée à une conversation fortuite à heure fixe échangée pendant la période de faible trafic est égale à celle afférente à une conversation ordinaire de même durée, échangée pendant la période de faible trafic, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire pendant la période de faible trafic.

[175] § 10. (1) La taxe appliquée à une conversation avec préavis est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par ce préavis, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[176] (2) Sauf stipulations contraires du présent Règlement relatives à certaines circonstances spéciales, un préavis non suivi de conversation est soumis à une taxe fixée au tiers ($\frac{1}{3}$) de la taxe applicable à une conversation ordinaire de trois minutes échangée pendant la période de taxation où le préavis a été transmis par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[177] § 11. (1) La taxe appliquée à une conversation avec avis d'appel est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, échangée pendant la même période de taxation, augmentée d'une surtaxe égale au prix d'une minute de conversation ordinaire échangée pendant la même période de taxation que le début de la conversation visée par l'avis d'appel, le minimum de cette surtaxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[178] (2) Sauf stipulations contraires du présent Règlement relatives à certaines circonstances spéciales, un avis d'appel non suivi de conversation est soumis à une taxe fixée au tiers ($\frac{1}{3}$) de la taxe applicable à une conversation ordinaire de trois minutes échangée pendant la période de taxation où l'avis d'appel a été transmis par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[179] (3) Si l'avis d'appel a été remis à un destinataire habitant en dehors du périmètre de distribution gratuite de télégrammes, il est soumis à une surtaxe supplémentaire, dite taxe d'express, égale à la taxe demandée pour un express dans le service télégraphique. Cette taxe d'express est portée intégralement dans les comptes internationaux au crédit de l'administration ou de l'exploitation privée de destination.

[180] § 12. Les conversations de service sont exemptes de taxe.

[181] § 13. Une demande de renseignement n'est taxée dans le service international que si elle nécessite l'utilisation d'un circuit téléphonique international. Dans ce cas, la taxe appliquée à la demande de renseignement est égale au tiers ($\frac{1}{3}$) de celle afférente à une conversation ordinaire de trois minutes qui serait échangée, entre la personne demandant le renseignement et celle au sujet de laquelle le renseignement est demandé, pendant la période de taxation où la demande de renseignement a été transmise par le bureau tête de ligne, côté demandeur, le minimum de cette taxe étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[182] § 14. La taxe appliquée à une conversation de bourse est égale à celle afférente à une conversation de même catégorie et de même durée, augmentée, par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, d'une surtaxe égale au tiers ($\frac{1}{3}$) de l'unité de taxe.

Article 31.

Taxation dans des cas particuliers. — Détaxes et remboursements.

[183] § 1. Lorsque, du fait du service téléphonique, une demande de communication n'est pas suivie de la mise en communication des postes demandeur et demandé, aucune taxe n'est perçue. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

[184] § 2. Si, dès l'établissement d'une communication, on constate que les conditions d'audition ne sont pas suffisantes, aucune taxe n'est perçue.

[185] § 3. (1) Lorsque, au cours d'une conversation, les correspondants éprouvent, du fait du service téléphonique, des difficultés, la durée taxable de la conversation est réduite au temps total pendant lequel les conditions de la conversation ont été suffisantes; si ce temps total n'atteint pas trois minutes, aucune taxe n'est perçue.

[186] (2) Le demandeur d'une communication ne peut exiger l'application de cette disposition que si les bureaux centraux ou, le cas échéant, les postes publics intéressés ont été invités, pendant la conversation, à constater les difficultés survenues.

[187] § 4. (1) Toute réclamation faite après l'accord intervenu entre les bureaux intéressés au sujet des durées taxables des conversations est instruite par le bureau d'origine. Les bureaux tête de ligne correspondent directement entre eux à l'effet de recueillir les renseignements qui peuvent être nécessaires à l'enquête.

[188] (2) Les dégrèvements sont accordés par l'administration ou l'exploitation privée d'origine et sont à sa charge.

[189] § 5. (1) Une demande de communication peut être annulée, sans perception d'aucune taxe, jusqu'au moment où le demandeur est appelé pour échanger la conversation.

[190] (2) Toutefois, s'il s'agit d'une demande de communication avec préavis, ou d'une demande de communication avec avis d'appel, ou d'une demande de communication fortuite à heure fixe, et si la transmission, par le bureau tête de ligne côté demandeur, des indications du préavis, ou de l'avis d'appel, ou des indications relatives à la conversation fortuite à heure fixe, est déjà commencée au moment de l'annulation, la surtaxe afférente au préavis, à l'avis d'appel, ou à la demande de communication fortuite à heure fixe, est perçue.

[191] (3) De même, s'il s'agit de l'annulation d'une demande de communication à destination d'un „bureau-bourse“, dans une relation où les conversations de bourse sont soumises à une surtaxe, cette surtaxe est perçue si, au moment de l'annulation, la transmission, par le bureau tête de ligne côté demandeur, des indications relatives au boursier demandé est déjà commencé.

[192] (4) Dans le cas d'une demande de communication avec avis d'appel, si le demandeur désire que le destinataire soit informé de l'annulation à son domicile, il est perçu de nouveau la surtaxe afférente à un avis d'appel et, éventuellement, la surtaxe d'express.

[193] (5) Si, dans le cas d'une demande de communication avec avis d'appel et avec express payé, le messenger n'est pas encore parti au moment de la réception de l'avis d'annulation par le bureau destinataire, la surtaxe d'express n'est pas perçue.

[194] § 6. (1) Lorsque, du fait des correspondants, une séance d'abonnement n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée concédée, aucune compensation n'est donnée et aucun remboursement n'est effectué.

[195] (2) Lorsque, du fait du service téléphonique, une séance d'abonnement n'a pu avoir lieu, ou n'a pas eu la durée concédée, cette séance est, si possible, remplacée ou compensée par une conversation d'une durée équivalente au temps inutilisé et à échanger avant la fin de la même période de taxation. Si la séance n'a pu être remplacée

ou compensée dans la même période de taxation, seule la taxe afférente au temps utilisé est portée dans les comptes internationaux; si le temps utilisé n'atteint pas trois minutes, aucune taxe n'est portée en compte. Pour le calcul de cette taxe afférente au temps utilisé, on prend comme base la taxe correspondant à la durée concédée pour une séance d'abonnement entière, et cette taxe de base est égale au vingt-cinquième ($\frac{1}{25}$) ou au trentième ($\frac{1}{30}$) du montant mensuel de l'abonnement, quel que soit le mois considéré.

[196] § 7. (1) Pour toute conversation autre qu'une conversation par abonnement, en cas de refus du poste demandeur ou du poste demandé, il est perçu la taxe afférente à une minute de conversation ordinaire échangée entre les deux postes intéressés pendant la période de taxation où le refus a eu lieu, le minimum étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[197] (2) S'il s'agit d'une conversation fortuite à heure fixe, en cas de refus du poste demandeur ou du poste demandé, il est perçu seulement la taxe afférente à une minute de conversation ordinaire échangée entre les deux postes intéressés pendant la période de taxation où le refus a eu lieu, le minimum étant de cinquante centimes (0 fr. 50).

[198] (3) Si une conversation avec préavis ou avis d'appel n'a pu avoir lieu par suite de refus du poste demandeur ou du destinataire ou de son délégué, il est perçu seulement la surtaxe afférente au préavis ou à l'avis d'appel et, le cas échéant, la surtaxe d'express.

[199] (4) Si une conversation à destination d'un „bureau-bourse“, dans une relation où les conversations de bourse sont soumises à une surtaxe, n'a pu avoir lieu par suite du refus ou de l'absence du demandeur ou du destinataire au moment où ils sont appelés pour échanger la conversation, il est perçu seulement la surtaxe afférente à une demande de communication de bourse.

[200] (5) Par accord entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, une taxe égale à celle appliquée en cas de refus peut être appliquée pour toute conversation autre qu'une conversation par abonnement, en cas de non réponse du poste demandeur au moment où il est appelé pour échanger la conversation, ou en cas de non réponse du poste demandé, lorsqu'il est appelé soit pour recevoir un préavis, soit pour échanger une conversation avec préavis.

CHAPITRE X.

Comptabilité.

Article 32.

Etablissement des comptes.

[201] § 1. (1) A moins que les administrations et/ou les exploitations privées intéressées n'aient décidé de ne pas procéder à la comparaison journalière des minutes de conversations échangées, les bureaux tête de ligne de chaque groupe de circuits fixent journalièrement entre eux, par téléphone, le nombre des minutes dont la taxe doit entrer dans les comptes internationaux.

[202] (2) La comparaison journalière doit faire ressortir, pour chaque groupe de circuits entre deux bureaux tête de ligne, et pour chaque période de taxation, les nombres de minutes taxées de chaque catégorie, en mentionnant séparément les conversations écoulées par voies de secours. Pour chaque période de taxation, les minutes sont groupées par pays et par zone de taxation.

[203] (3) La comparaison journalière du nombre des minutes doit être effectuée après vérification des documents de service; elle doit être terminée au plus tard le surlendemain de la journée considérée et doit être effectuée de manière à ne pas gêner l'écoulement du trafic.

[204] § 2. Les taxes téléphoniques font l'objet de comptes mensuels établis par l'administration ou l'exploitation privée du pays de destination. Ces comptes sont établis de manière à faire apparaître, pour chaque période de taxation, les nombres de minutes taxées de chaque catégorie, groupées par zone de destination. En outre, si le trafic a été écouté par des voies différentes, le trafic écouté par chaque voie est mentionné séparément en indiquant, le cas échéant, s'il s'agit d'une voie de secours.

[205] § 3. (1) Les comptes mensuels contiennent toutes les taxes et surtaxes afférentes aux conversations téléphoniques internationales, à l'exclusion de celles faisant l'objet d'une stipulation contraire du présent Règlement.

[206] (2) Les surtaxes entrant dans les comptes internationaux sont réparties entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées suivant la même proportion que les taxes des conversations.

Article 33.

Echange et acceptation des comptes.

[207] § 1. L'administration ou l'exploitation privée de destination transmet à l'administration ou à l'exploitation privée d'origine les comptes mensuels en autant d'expédition qu'il y a de pays intéressés, y compris le pays de destination. Après acceptation du compte, l'administration ou l'exploitation privée d'origine renvoie toutes ces expéditions, sauf une à l'administration ou à l'exploitation privée de destination, laquelle transmet une expédition à chacun des pays de transit intéressés.

[208] § 2. Chaque compte mensuel doit être transmis avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ce compte se rapporte.

[209] § 3. La notification de l'acceptation d'un compte ou des observations y relatives, ont lieu avant l'expiration du sixième mois qui suit celui auquel ce compte se rapporte. L'administration ou l'exploitation privée qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative considère le compte mensuel comme admis de plein droit.

[210] § 4. (1) Les comptes mensuels sont admis sans révision quand la différence entre les comptes dressés par les deux administrations ou exploitations privées intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du compte de l'administration ou exploitation privée créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100 000 fr.); lorsque le montant du compte dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice est supérieur à cent mille francs (100 000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant:

10 1 p. 100 des premiers cent mille francs (100 000 fr.);

20 0,5 p. 100 du surplus du montant du compte.

[211] (2) Toutefois, si la différence ne dépasse pas vingt-cinq francs (25 fr.), le décompte doit être accepté.

[212] (3) Une révision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échange d'observations entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, la différence a été ramenée à une valeur ne dépassant pas le maximum fixé par le premier alinéa du présent paragraphe.

[213] § 5. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte trimestriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les administrations et/ou les exploitations privées intéressées, dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice et transmis en deux exemplaires à l'administration ou à l'exploitation privée débitrice, qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

[214] (2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du 6^e mois qui suit le trimestre auquel ces comptes se rapportent, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'administration ou l'exploitation privée créditrice, en vue d'une liquidation provisoire, qui devient obligatoire pour l'administration ou l'exploitation privée débitrice, dans les conditions de l'article 35, § 1. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.

Article 34.

Conservation des bordereaux.

[215] Les bordereaux qui ont servi à l'établissement des comptes téléphoniques internationaux sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent, et, dans tous les cas, au moins pendant dix mois.

Article 35.

Liquidation des comptes.

[216] § 1. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines, à dater du jour où l'administration ou l'exploitation privée débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une administration ou à une exploitation privée par une autre sont productives d'intérêt, à raison de 6 p. 100 par an, à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai.

[217] § 2. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'administration ou l'exploitation privée débitrice, à l'administration ou à l'exploitation privée créditrice, en or ou au moyen de chèques ou de traites payables à vue et établis pour un montant équivalant à la valeur du solde exprimé en francs-or.

[218] (2) En cas de paiement au moyen de chèques ou de traites, ces titres sont établis en monnaie d'un pays où la banque centrale d'émission ou une autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises-or contre la monnaie nationale, à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.

[219] (3) Si les monnaies de plusieurs pays répondent à ces conditions, il appartient à l'administration ou à l'exploitation privée créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.

[220] (4) Dans le cas où la monnaie d'un pays créateur ne répond pas aux conditions prévues ci-dessus, sous (2), et si les deux pays se sont mis d'accord à ce sujet, les chèques ou traites peuvent aussi être exprimés en monnaie du pays créateur. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or, en monnaie d'un pays répondant aux conditions susvisées. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du pays créateur, au cours de la bourse de la capitale ou d'une place commerciale du pays débiteur, au jour de la remise de l'ordre d'achat du chèque ou de la traite.

[221] § 3. Les frais de paiement sont supportés par l'administration ou l'exploitation privée débitrice.

CHAPITRE XI.

Bureau de l'Union. — Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.)

Article 36.

Documents publiés par le Bureau de l'Union.

[222] Le Bureau de l'Union publie les documents suivants concernant la téléphonie internationale, en s'inspirant des recommandations formulées à ce sujet par le C. C. I. F.:
statistique générale de la téléphonie;
nomenclature des circuits téléphoniques internationaux;
cartes officielles relatives au réseau international.

Article 37.

Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.)

[223] § 1. Un comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.) est chargé d'étudier les questions techniques, d'exploitation et de tarification qui intéressent la téléphonie internationale et qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées.

[224] § 2. (1) Il est formé d'experts des administrations et des exploitations privées qui déclarent vouloir participer à ses travaux. Cette déclaration est adressée à l'administration du pays où a été tenue la dernière conférence administrative.

[225] (2) Les frais du C. C. I. F. sont supportés intégralement par les pays participants et répartis entre eux d'après un système analogue à celui adopté pour la répartition des frais du Bureau de l'Union.

[226] (3) Lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration mais par une ou des exploitations privées, la part de ce pays est à la charge de la ou des exploitations privées qui représentent ce pays. Les exploitations privées sont invitées à s'entendre pour répartir entre elles la part contributive de ce pays; à défaut d'entente, cette part contributive est divisée en parties égales mises à la charge de ces exploitations.

[227] (4) Les dépenses personnelles des experts de chaque administration ou exploitation privée sont supportées par celles-ci.

[228] § 3. En principe, les réunions du C. C. I. F. ont lieu de deux en deux ans. Cependant, une réunion fixée peut être avancée ou ajournée par l'administration qui l'a convoquée, sur demande de dix administrations participantes, si le nombre et la nature des questions à examiner le justifient.

[229] § 4. (1) Les langues et le mode de votation employés dans les assemblées plénières, commissions et sous-commissions sont ceux adoptés par la dernière conférence de plénipotentiaires ou administrative.

[230] (2) Toutefois, lorsqu'un pays n'est pas représenté par une administration, les experts des exploitations privées de ce pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

[231] § 5. Le directeur du Bureau de l'Union ou son représentant et les représentants des autres comités consultatifs internationaux, C. C. I. R. et C. C. I. T., ont le droit de participer avec voix consultative aux réunions du C. C. I. F.

[232] § 6. Les dispositions qui précèdent relatives à l'organisation et au fonctionnement du C. C. I. F. sont complétées par un règlement de service intérieur dont les dispositions essentielles sont reproduites en annexe au présent Règlement.

CHAPITRE XII.

Dispositions supplémentaires.

Article 38.

Dispositions supplémentaires.

[233] Les administrations et/ou les exploitations privées s'entendent pour fixer toute disposition relative au service téléphonique international qui n'est pas contenue dans le présent Règlement; à cet égard, elles s'inspirent des avis émis par le C. C. I. F.

CHAPITRE XIII.

Disposition finale.

Article 39.

Mise en vigueur du Règlement.

[234] Le présent Règlement entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent trente-quatre.

[235] En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Espagne et dont une copie sera remise à chaque gouvernement.

Fait à Madrid, le 10 décembre 1932.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

H. J. Lenton
A. R. Mc Lachlan

Pour l'Allemagne:

Hermann Giess
Dr. Ing. Hans Carl Steidle
Martin Feuerhahn
Siegfried Mey

Pour la République Argentine:

D. Garcia-Mansilla
R. Correa Luna
Luis S. Castineiras
M. Saenz Briones

Pour l'Autriche:

Dr. Rudolf Oestreicher
Ing. H. Pfeuffer

Pour la Belgique:

B. Maus
Jos. Lambert
H. Fossion

Pour la Bolivie:

Georges Saenz

Pour le Brésil:

Luiz Guimaraez

Pour le Chili:

E. Bermudez

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Giuseppe Gianfranceschi

Pour la République de Colombie:

José Joaquin Casas
Alberto Sanchez de Iriarte
W. MacLellan

Pour les Colonies portugaises:

Ernesto Julio Navaro
Arnoldo de Paiva Carvalho
José Mendez de Vasconcellos
Guimaraes
Mario Correa Barata da Cruz

Pour la Confédération suisse:

A. Möckli

Pour le Congo belge:

G. Tondeur

Pour Costa-Rica:

A. Martin Lanuza

Pour Cuba:

Manuel S. Pichardo

Pour Curaçao et Surinam:

G. Schotel
Hoogewoening

Pour la Cyrénaïque:

G. Gneme
Gian Franco della Porta

Pour le Danemark:

Kay Christiansen
Gredsted

Pour la Ville libre de Dantzig:

Ing. Henryk Kowalski
Zander

Pour la République Dominicaine:

E. Brache Hijo
Juan de Olozaga

Pour l'Égypte:

R. Murray
Mohamed Said

Pour la République de El Salvador:

Raúl Contreras

Pour l'Équateur:

Hipolito de Mozoncillo
Abel Romeo Castillo

Pour l'Érythrée:

G. Gneme
Gian Franco della Porta

Pour l'Espagne:

Miguel Sastre
Gabriel Hombre
Francisco Vidal
Tomas Fernandez Quintana
Carlos de Bordons

Pour la Finlande:

Niilo Orasmaa

Pour la France:

Jules Gautier
Fis
Morillon
Schneider

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:

F. W. Phillips
J. Loudon

Pour la Grèce:

Th. Pentheroudakis
Stam Nicolis

Pour le Guatemala:

Virgilio Rodriguez Beteta
Enrique Traumann
Ricardo Castaneda Paganini

Pour la République de Honduras:

Ant^o Graino

Pour la Hongrie:

Dr. François Havas

Pour les Iles italiennes de l'Égée:

G. Gneme
E. Mariani

Pour les Indes britanniques:

M. L. Pasricha
P. J. Edmunds

Pour les Indes néerlandaises:

A. J. H. van Leeuwen
Van Dooren
G. Schotel
Hoogewoening

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. Oh-Eigeartaigh
E. Cuisin

Pour l'Islande:

G. Hliddal

Pour l'Italie:

G. Gneme

Pour le Japon,

Pour Chosen, Taiwan, Karafuto, le Territoire à bail du Kwantung et les Iles des Mers du Sud sous mandat japonais:

Saichiro Koshida
Zenshichi Ishii
Satoshi Furihata
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Takeo Iino

Pour la Lettonie:

B. Einberg

Pour la Lituanie:

Ing. K. Gaigalis

Pour le Luxembourg:

Jaaques

Pour le Maroc:

Dubeauclard

Pour la Norvège:

T. Engset
Andr. Hadland

Pour la République de Panama:

M. Lasso de la Vega

Pour les Pays-Bas:

H. C. Felser

Pour le Pérou:

Juan de Osma

Pour la Pologne:

Ing. Henryk Kowalski
St. Zuchmantowicz
Kazimirz Goebel
K. Krutlitz

Pour le Portugal:

Miguel Vaz Duarte Bacelar
Jose de Liz Ferreira junior
David de Sousa Pires
Joaquim Rodrigues Gonçalves

Pour la Roumanie:

Ing. T. Tanasescu

Pour la Somalie italienne:

G. Gneme
Gelmetti

Pour la Suède:

G. Wold

Pour la Syrie et le Liban:

M. Morillon

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. Otto Kučera
Ing. Jaromir Svoboda
Vaclav Kučera

Pour la Tripolitaine:

G. Gneme
D. Crety

Pour la Tunisie:

Crouzet

Pour la Turquie:

Fahri
I. Cemal
Mazhar

Pour l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes:

Eugène Hirschfeld
Alexandre Kokadéev

Pour l'Uruguay:

Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay Daniel Castellanos

Pour la Yougoslavie:

D. A. Zlatanovitch

ANNEXE

(Voir art. 37)

Règlement intérieur

du

Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.)

Dispositions essentielles.

Article premier.

Organisation.

Le Comité consultatif international téléphonique (C. C. I. F.) comprend quatre organes:

- l'Assemblée plénière (A. P.);
- les commissions de rapporteurs (C. R.);
- le laboratoire du système fondamental européen de référence pour la transmission téléphonique (S. F. E. R. T.);
- le secrétariat général.

Article 2.

Assemblée plénière.

§ 1. Le rôle de l'Assemblée plénière est d'approuver, de rejeter ou de modifier les rapports et les projets d'avis présentés par les commissions de rapporteurs et de décider la mise à l'étude des nouvelles questions qui lui sont soumises par les administrations et les exploitations privées adhérentes.

§ 2. Chaque assemblée plénière se réunit dans une ville et à une époque fixées par l'Assemblée plénière précédente.

§ 3. La première séance de l'Assemblée plénière est ouverte par le représentant du pays où elle a lieu. Dans cette séance, sont élus le président, les vice-présidents et les secrétaires.

§ 4. Des groupements ou organismes traitant des questions susceptibles d'intéresser la téléphonie internationale peuvent être invités à prendre part à certaines réunions avec voix consultative. Les représentants des constructeurs de matériel ne sont pas autorisés à assister aux séances de l'Assemblée plénière. L'Assemblée plénière détermine la représentation au C. C. I. F. dans les réunions d'organismes traitant des questions susceptibles d'intéresser la téléphonie internationale.

§ 5. L'Assemblée plénière constitue les commissions de rapporteurs nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude.

§ 6. L'Assemblée plénière désigne trois vérificateurs des comptes chargés d'examiner le projet de budget annuel préparé par le secrétaire général, ainsi que les comptes de l'année écoulée. Elle examine le rapport établi par les vérificateurs pour la période écoulée depuis la dernière assemblée plénière.

§ 7. Les avis adoptés par l'Assemblée plénière doivent porter la formule „à l'unanimité“, si l'avis a été adopté à l'unanimité des votants, ou la formule „à la majorité“, si l'avis a été adopté à la majorité.

§ 8. Le C. C. I. F. transmet les avis qu'il émet au Bureau de l'Union en lui indiquant les avis ou parties d'avis qu'il y aurait le plus d'intérêt à insérer dans le Journal publié par ce Bureau.

Article 3.

Commissions de rapporteurs.

§ 1. La tâche des commissions de rapporteurs est de faire une étude approfondie des questions nouvelles et de présenter à l'Assemblée plénière suivante, sur chaque question, un rapport détaillé, complété par des projets d'avis.

§ 2. (1) Chaque commission de rapporteurs élit un rapporteur principal, qui assume la direction des travaux de la commission de rapporteurs et a compétence pour convoquer les rapporteurs de sa commission avec l'autorisation de son administration.

(2) Les questions doivent, dans la mesure du possible, être résolues par correspondance; le rapporteur principal peut, à cet effet, correspondre directement par écrit avec les autres membres de sa commission. Mais, si la solution complète d'une question ne peut pas être obtenue par cette voie, il a le droit de proposer des réunions à des endroits convenables, afin de pouvoir discuter verbalement la question à l'étude.

(3) Pour éviter des voyages réitérés et des séjours prolongés, les commissions d'un même groupe tiennent leurs réunions dans une même ville et à une même époque, suivant un plan d'ensemble établi par le secrétaire général et approuvé par les administrations intéressées.

§ 3. Les commissions de rapporteurs peuvent inviter des représentants des constructeurs de matériel à participer à certaines de leurs études et discussions, s'il apparaît que leur collaboration peut être utile.

Article 4.

Laboratoire du système fondamental européen de référence pour la transmission téléphonique (S. F. E. R. T.).

§ 1. Le S. F. E. R. T. sert de base pour les mesures de transmission et pour la coordination des données de transmission relatives aux systèmes téléphoniques utilisés dans tous les pays européens.

§ 2. (1) Le laboratoire du S. F. E. R. T. effectue des étalonnages d'appareils téléphoniques à la demande et aux frais des administrations et des exploitations privées adhérentes ou non au C. C. I. F.

(2) Il procède, à la demande de l'Assemblée plénière ou des commissions de rapporteurs, à des expériences et essais destinés à faciliter la solution des questions nouvelles mises à l'étude par l'Assemblée plénière.

Article 5.

Secrétariat général.

§ 1. (1) Le secrétaire général est choisi par l'Assemblée plénière. Ses appointements sont payables sur le budget du C. C. I. F. et sont fixés par l'Assemblée plénière.

(2) Le secrétaire général tient la correspondance entière du C. C. I. F.

(3) Pour la gestion des affaires, il dispose d'un bureau entretenu sur le budget du C. C. I. F. Il est chargé du recrutement et de la surveillance du personnel de ce bureau et du personnel du laboratoire.

§ 2. (1) Le secrétaire général participe aux séances de l'Assemblée plénière et prend part aux réunions des commissions de rapporteurs, avec voix consultative.

(2) Il prépare la session prochaine de l'Assemblée plénière; il établit l'ordre du jour de cette session d'après l'état des rapports présentés par les commissions de rapporteurs.

(3) Il rend compte à l'Assemblée plénière de l'activité du C. C. I. F. depuis la dernière assemblée plénière.

Starptautiskai telekomunikāciju Konvencijai

pievienotais

Telefona reglaments.

I. NODAĻA.

Reglamenta piemērošana.

1. pants.

Reglamenta piemērošana — Eiropas un Āreiropas noteikumu kārtība.

[1] 1. §. (1) Šā Reglamenta noteikumi piemērojami vienīgi Eiropas noteikumu kārtībai padotam starptautiskajam telefona dienestam.

[2] (2) Eiropas noteikumu kārtībai padotas visas Eiropas zemes un tās zemes ārpus Eiropas, kuru pārvaldes deklarējušas pievienošanu šai kārtībai.

[3] 2. §. Telefona savienojums padots Eiropas noteikumu kārtībai, ja to iekārto vienīgi pa šai kārtībai padotu zemju satiksmes ceļiem.

[4] 3. §. Par noteikumiem, kādi jāpiemēro katram Āreiropas telefona dienestam, ieinteresētās pārvaldes un ieinteresētie privātie uzņēmumi vienojas savā starpā.

[5] 4. §. Telefona dienestam piemērojami arī tie Telegrafa reglamenta noteikumi, kas nerunā pretim šā Reglamenta noteikumiem un kas attiecas uz šini Reglamentā minētiem jautājumiem.

II NODAĻA.

Apzīmējumi.

2. pants.

Apzīmējumi.

[6] Sekošie apzīmējumi papildina Konvencijā minētos:

[7] Telefona centrāle. Iekārta, kas dod iespēju iekārtot telefoniskus savienojumus.

[8] Telefona vads. Elektriska saite, kas dod iespēju iekārtot telefonisku savienojumu starp divām telefona centrālēm, abos virzienos.

[9] Starptautisks telefona vads. Telefona vads, kas savieno divas telefona centrāles divās atsevišķās zemēs.

[10] Līnijas gala iestādes. Iestādes, kuras tieši savieno starptautisks vads.

[11] Tieša transita vads. Starptautiska telefona vads, kas iet caur vienu vai vairākām transita zemēm un kurā nav nevienas transita telefona centrāles.

[12] Tiešs savienojums. Telefonisks savienojums, kas iekārtots tikai ar vienu starptautiska telefona vada palīdzību.

[13] Transita savienojums. Telefonisks savienojums, kas iekārtots ar vairāk nekā vienu starptautiska telefona vada palīdzību.

[14] Savienojuma pieprasījums. Satiksmes lietotāja pirmais izteiktais lūgums pēc starptautiska telefoniska savienojuma.

[15] Saruna. Norise, kas seko pēc pieprasītā savienojuma iekārtošanas starp pieprasītāja aparātu un izsaukamo aparātu.

[15] Atteikšanās no sarunas. Saruna ir atteikta, ja, līdz ko sarunu piedāvā, kāda persona pie pieprasītāja aparāta vai izsaukamā aparāta tūlīt norāda, ka nevar vai nevēlas runāt.

[17] Normālais ceļš. Ceļš, kas kā pirmais jāizvēlas telefoniskas satiksmes norisei starp noteiktām vietām.

[18] Papildu ceļš. Atskaitot normālo ceļu, visi pārējie, kas iet caur tām pašām zemēm, kā normālais ceļš.

[19] Palīgceļš. Ceļš, kas iet caur citām zemēm, nekā normālais ceļš.

[20] Telefona sarunas tarifējamais ilgums. Laika sprādis, pēc kura aprēķina šādas sarunas maksu.

[21] Noteiktas starptautiskas satiksmes tarifa vienība. Maksa par trīs minūšu ilgu vienkāršu sarunu, kas izmainīta dzīvas satiksmes laikā.

III NODAĻA.

Starptautiskais telefona tīkls.

3. pants.

Tīkla iekārta un lietošana.

[22] 1. §. (1) Ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi iekārto vadus starptautiskās telefona satiksmes vajadzībam pēc savstarpējas vienošanās.

[23] (2) Ikviena starpniecības pārvalde vai privāts uzņēmums iekārto tos starptautisko vadu posmus, kas iet caur tās apkalpoto teritoriju.

[24] (3) Uz starpniecības pārvaldes vai privāta uzņēmuma apkalpotās teritorijas izbūvējamais vadu posms, ja nav sevišķu grūtību, iekārtojams pēc iespējas visīsākā virzienā starp abiem punktiem, kur starptautiskais vads ienāk un iziet no šīs teritorijas.

[25] 2. §. (1) Starptautiskai telefona satiksmei iekārtotie vadi un tehniskās ierīces jāiekārto un jāuztur tādā kārtībā, lai būtu panākta laba dzirdamība, kā arī droša un ātra satiksme.

[26] (2) Šim nolūkam pārvaldēm un privātiem uzņēmumiem pēc iespējas jāpiemērojas C. C. I. F. izteiktiem principiāliem atzinumiem par līniju un ierīču iekārtošanu un uzturēšanu.

[27] 3. §. (1) Ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi noteic, savstarpēji vienojoties, kādas satiksmes iekārtot, cenšoties aptvert ar tām plašus ģeogrāfiskus apvidus un ne tikai zināmus vietējos tīklus.

[28] (2) Ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi noteic katrai satiksmei, savstarpēji vienojoties:

[29] a) vienu vai vairākus normālus ceļus;

[30] b) vajadzības gadījumā, papildu ceļus, kas lietojami katru reizi, kad ir vajadzība satiksmi paātrināt;

[31] c) vajadzības gadījumā, palīgceļus, kas lietojami normālo ceļu pilnīga pārtraukuma vai svarīga bojājuma gadījumos.

[32] (3) Normālos ceļus noteic, ievērojot dzirdamības īpašības, starpiestāžu skaitu un lietojamo vadu garumu un slodzi, piešķirot tomēr vislielāko nozīmi dzirdamības īpašībām.

[33] 4. §. Starptautiska vada lietošanu var grozīt vienīgi ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem vienojoties par to savā starpā.

[34] 5. §. Bojājuma gadījumā ikviens bojāts starptautisks vads (vai starptautiska vada posms) jāizlabo visdrīzākā laikā un līdz izlabošanai tas nekavējoties jāatvieto ar kādu citu vadu.

[35] 6. §. (1) Ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi paziņo viens otram par viņu teritorijās esošo starptautiska vada posmu sastāvu, kā arī par katru svarīgāku pārmaiņu šini sastāvā.

[36] (2) Savienības birojs rūpējas par starptautiskās telefona vadu nomenklatūras kārtīgu papildināšanu.

4. pants.

Vadu uzturēšana.

[37] 1. §. Katru dienu, savstarpēji norunātā stundā, līnijas gala iestādes pārliecinās par starptautisko vadu stāvokli ar izsaukuma un dzirdamības mēģinājumiem. Traucējumus atzīmē.

[38] 2. §. Ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi izstrādā, savstarpēji vienojoties, plānu, pēc kura līnijas gala iestādēm un pastiprinātāju stacijām jāizdara periodiski pārbaudes mērījumi starptautiskos vados. Šie mērījumi jāizdara tādā laikā, kad tie netraucē telefona sarunu norisi.

IV NODAĻA.

Darbības laiks. — Likumīgais laiks.

5. pants.

Darbības laiks.

- [39] 1. §. (1) Ikviens pārvalde vai privāts uzņēmums noteic savu iestāžu darbības stundas.
- [40] (2) Ieinteresētās pārvaldes un ieinteresētie privātie uzņēmumi pēc iespējas saskaņo to iestāžu darbības laiku, kas atrodas abās robežas pusēs un kuŗām ir pastāvīgi savstarpēji sakari.
- [41] 2. §. Iestādēm ar aprobežotu darbības laiku tas jāpagarina par 12 minūtēm, lai nobeigtu iesāktās un jau sagatavotās sarunas.

6. pants.

Likumīgais laiks.

- [42] (1) Iestāžu laikam vienmēr jāskan ar šo iestāžu zemes likumīgo laiku.
- [43] (2) Ikviens pārgrozījums zemes likumīgajā laikā šīs zemes pārvaldei vai privātam uzņēmumam iepriekš jāpaziņo citām ieinteresētām pārvaldēm un ieinteresētiem uzņēmumiem.

V NODAĻA.

Abonentu saraksti.

7. pants.

Sarakstu sastādīšana.

- [44] 1. §. Ikviens pārvalde vai privāts uzņēmums publicē katram tiklam atsevišķi oficiālus abonentu sarakstus.
- [45] 2. §. Ja atsevišķu tiklu saraksti kopējā sarakstā nav ievietoti alfabētiskā kārtībā, tad, lai atvieglotu saraksta lietošanu šādā, kopējā sarakstā jāievieto tiklu pārskats alfabētiskā kārtībā.
- [46] 3. §. Vismaz centrālēm ar aprobežotu darbības laiku šis laiks jāpazīnē ar arābu cipariem.

8. pants.

Sarakstu piesūtišana.

- [47] 1. §. Ikviens pārvalde vai privāts uzņēmums piesūta bez maksas pietiekošu savu oficiālo sarakstu skaitu visu to zemju pārvaldēm vai privātiem uzņēmumiem, ar kuŗām iekārtota telefona satiksme. Pēc jaunā saraksta saņemšanas vecais saraksts jāiznīcina.
- [48] 2. §. Pārvaldēm un privātiem uzņēmumiem jā rūpējas, ka katrai personai savā zemē būtu iespējams nopirkt oficiālos ārzemju sarakstus.

VI NODAĻA.

Sarunu šķiras.

9. pants.

Vienkāršas privātas sarunas.

- [49] Par vienkāršām privātām sarunām skaita maksas sarunas, kam nav nekādu priekšrocību savienojumu došanas kārtībā.

10. pants.

Steidzamas privātas sarunas.

- [50] Steidzamām privātām sarunām ir priekšrocība pret vienkāršām privātām sarunām. Tās pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.

11. pants.

Zibens sarunas.

- [51] Zibens sarunām ir priekšrocība pret visām citām sarunām, izņemot steidzamas valsts sarunas. Tās pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.

12. pants.

Abonementa sarunas.

- [52] 1. §. (1) Par abonementa sarunām sauc tādas, kas izmaiņai paredzētas katru dienu vai tikai katru darba dienu starp vieniem un tiem pašiem abonentiem, iepriekš noteiktā laikā, ar noteiktu ilgumu un kas pieteiktas mazākais uz vienu pilnu mēnesi.
- [53] (2) Abonentam tomēr atļauts izņēmuma veidā vest pieteikto sarunu ar kādu citu tā paša aparātu vai no kāda cita tā paša tīkla aparāta, nekā uzrādīts abonementa līgumā.
- [54] 2. §. Abonementa sarunas iekārto pēc sevišķas vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.
- [55] 3. §. Abonementa sarunas var attiekties vienīgi uz personīgām korespondentu vai viņu uzņēmumu lietām.
- [56] 4. §. (1) Abonementa sarunu pieteicējam jāparaksta abonementa līgums. Abonementa līgumu var noslēgt no kuŗas katras mēneša dienas, bet mēneša laiku aprēķina tikai no katra mēneša pirmās dienas. Abonementa maksu par pirmo mēnesi palielina, vajadzības gadījumā, ar to abonementa maksas daļu, kas pienākas par laika posmu no abonementa sākuma dienas līdz sekojošā mēneša pirmajai dienai.
- [57] (2) Abonements pagarinās no mēneša uz mēnesi, ja to neuzteic no vienas vai otras puses mazākais astoņas dienas pirms tekošā mēneša pabeigšanas. Tomēr, pēc sevišķas vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem, abonementu var uzteikt katrā laikā pēc pirmā abonementa mēneša pabeigšanas, iesniedzot paziņojumu astoņas dienas agrāk.
- [58] 5. §. Atsevišķām abonementa sarunām laiku un ilgumu noteic ieinteresētās iestādes, ievērojot pieteicēja vēlēšanos un dienesta iespējas. Abonementa līgumā noteikto sarunu laiku un ilgumu ieinteresētās iestādes apstiprina viena otrai ar rakstu.
- [59] 6. §. Ja abonementa līgumā norādītā laikā starp abām līnijas gala iestādēm ir vads, par kuŗu nav iesākta neviena saruna, un neizpildīto sarunu pieprasījumu skaitā nav nevienas valsts steidzamas vai zibens sarunas pieprasījums (vai ja satiksmēs, kuŗās valsts steidzamas sarunas nav pielaiestas, nav nevienas valsts vienkāršas sarunas pieprasījums), tad savienojumu iekārto norādītā laikā. Pretējā gadījumā minētais savienojums iekārtojams pēc iespējas ātrākā laikā, pa pirmo šiem nosacījumiem atbilstošu vada savienojuma pieprasītāja norādītā laikā.
- [60] 7. §. Savienojumu abonementa sarunai pārtrauc, ja pieprasītājs dod sarunas beigu signālu pirms abonementa sarunai piešķirtā laika notecēšanas. Ja, šim laikam izbeidzoties, pieprasītājs nav vēl devis sarunas beigu signālu, tad sarunu pārtrauc dienesta kārtā, izņemot gadījumu, kad pieprasītājs paziņo, ka vēlas sarunu turpināt; tādā gadījumā var atļaut turpināt sarunu, ievērojot nosacījumus par sarunu ilguma ierobežošanu.

13. pants.

Noteiktā laika sarunas.

- [61] 1. §. Noteikta laika saruna ir tāda saruna, kuŗu pieprasīts iekārtot noteiktā laikā.
- [62] 2. §. Noteikta laika sarunas pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.
- [63] 3. §. Ja noteikta laika sarunas iekārtošanai norādītā laikā starp abām līnijas gala iestādēm ir vads, pa kuŗu nav iesākta neviena saruna un neizpildīto sarunu pieprasījumu skaitā nav nevienas valsts steidzamas vai zibens sarunas pieprasījums (vai ja satiksmēs, kuŗās valsts steidzamas sarunas nav pielaiestas, nav nevienas valsts vienkāršas sarunas pieprasījums), tad savienojumu iekārto norādītā laikā. Pretējā gadījumā savienojums iekārtojams pēc iespējas ātrākā laikā, pa šiem nosacījumiem atbilstošu vada pēc savienojuma pieprasītāja norādītā laika.

14. pants.

Valsts sarunas.

- [64] 1. §. (1) Par valsts sarunām skaitās sarunas, kuŗas kā tādas pieprasa:
- [65] a) valsts galvas;
- [66] b) ministri kā valdības locekļi;
- [67] c) līdzēju valdību koloniju, protektorātu, aizjūras teritoriju vai suverenitātei, autoritātei vai mandātam pakļautu teritoriju pārvaldnieki;
- [68] d) sauszemes, jūras un gaisa bruņoto spēku virspavēlnieki;
- [69] e) līdzēju valdību diplomātiski vai konsulāri štāta aģenti;
- [70] f) Tautu Savienības ģenerālsekretārs.
- [71] (2) Sarunas, kuŗas pieprasa pārējie konsulārie aģenti ārpus minētiem šā paragrafa e) burtā, uzskata par valsts sarunām, ja tās ved ar iepriekšminētām amatpersonām.
- [72] 2. §. Valsts sarunas pieprasītājam, ja viņu uzaicina, jāpaziņo savs vārds un amats un 1. § (2) minētā gadījumā arī izsaukamās personas vārds un amats.
- [73] 3. §. Valsts sarunas var būt steidzamas un vienkāršas.
- [74] 4. §. Satiksmē, kur privātas steidzamas sarunas nav pielaiestas, var pielaiest valsts steidzamas sarunas.

15. pants.

Dienesta sarunas.

- [75] 1. §. (1) Dienesta sarunas ir tādas, kas notiek vienīgi starptautiskā telefona dienesta vajadzībās, un tās var izmainīt bez maksas šini dienestā ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi.
- [76] (2) Pārvalžu vai privātu uzņēmumu pilnvarotiem darbiniekiem, pieprasot šo tiesību izlietošanu, jāpaziņo savs vārds un amats.
- [77] 2. §. Dienesta sarunas pēc iespējas jāpieprasa ārpus dzīvākās satiksmes stundām; tās ierindo starp vienkāršām privātām sarunām. Tomēr svarīgos un steidzamos gadījumos tās var pieprasīt ikuŗā laikā un uzskatīt kā dienesta steidzamas sarunas, ar priekšrocību pret privātām steidzamām sarunām.

16. pants.

Biržas sarunas.

- [78] 1. §. (1) Par biržas sarunām sauc tādas, kas iziet no biržas vai pieteiktas uz biržu, kuŗā atrodas visiem biržas dalībniekiem pieejami telefona pārvaldes vai privāta uzņēmuma apkalpoti sarunu skapji.
- [79] (2) Biržas iestāde ir šo skapju un, attiecīgā gadījumā, tos apkalpojošo ierīču kopība.
- [80] 2. §. Biržas sarunas ir padotas ar šini Reglamentā noteiktiem izņēmumiem vispārējiem nosacījumiem par starptautiskām telefona sarunām.
- [81] 3. §. Uz biržas iestādi pieteiktiem savienojumu pieprasījumiem nevar pievienot pieteikuma vai pieaicinājuma pieprasījumu.

17. pants.

Sarunas ar pieteikumu.

- [82] 1. §. (1) Ikvienas sarunas pieprasījumam var pievienot pieteikumu, kuŗa nolūks iepriekš paziņots pieprasītājam abonentam, ka savienojuma pieprasītājs vēlas sarunāties ar noteiktu vārdā nosauktu vai citādi apzīmētu korespondentu vai ar zināmu aparātu.
- [83] (2) Pieteikumus pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.
- [84] 2. §. Sarunas, kas seko pieteikumam, sauc par „sarunām ar pieteikumu“, un tās ir padotas, ar šini Reglamentā noteiktiem izņēmumiem vispārējiem noteikumiem par starptautiskām telefona sarunām.
- [85] 3. §. Savienojuma ar pieteikumu pieprasījums anulējas vienas no abām gala iestādēm slēgšanas brīdī. Tomēr, uz pieprasītāja lūgumu, pieteikuma derīguma laiku var pagarināt uz 24 stundām, ja viņam paziņots, ka savienojumu iespējams iekārtot arī nākošā dienā aptuveni noteiktā laikā.

18. pants.

Sarunas ar pieaicinājumu.

- [86] 1. §. (1) Ikvienas sarunas pieprasījumam var pievienot pieaicinājumu, kuŗa nolūks ir izsaukt uz sarunu publiskā sarunu vietā noteiktu personu vai viņas atvieto-tāju, kas uzturas tanīs pašās telpās.
- [87] (2) Pieaicinājumus pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.
- [88] 2. §. Sarunas, kas seko pieaicinājumiem, sauc par „sarunām ar pieaicinājumu“, un tās ir padotas, ar šini Reglamentā noteiktiem izņēmumiem, vispārīgiem noteikumiem par starptautiskām telefona sarunām.
- [89] 3. §. Savienojuma pieprasījums ar pieaicinājumu ir derīgs visu dienu, kas seko tai dienai, kad pieprasījums izdarīts.
- [90] 4. §. Ja aiz kaut kādiem iemesliem pieaicinājumu nav bijis iespējams nodot pieaicinājamajai personai, tad par to paziņo pieprasītājam un savienojuma pieprasījumus atceļ.

19. pants.

Izziņu pieprasījumi.

- [91] 1. §. Izziņu pieprasījums ir satiksmes lietotāja iesniegums, kas nesatur savienojuma pieprasījumu un kuŗa nolūks noskaidrot:
- [92] a) vai persona, kuŗas vārds un pilna adrese norādīta, ir telefona abonents un kāds ir tādā gadījumā viņas izsaukšanas numurs;
- [93] b) kādai personai pieder kāds norādīta telefona tīkla izsaukšanas numurs.
- [94] 2. §. Izziņu pieprasījums pielaiž pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un ieinteresētiem privātiem uzņēmumiem.

VII NODAĻA.

Savienojumu pieprasījumi.

20. pants.

Pieprasījuma veids.

- [95] 1. §. Savienojuma pieprasījumā izsaukamais abonents jāapzīmē ar viņa zemes oficiālā abonentu sarakstā uzrādīto tīkla nosaukumu un izsaukšanas numuru. Tomēr ir pielaiesti arī pieprasījumi, kas satur tikai izsaukamā abonenta vārdu ar vajadzīgiem papildus norādījumiem.
- [96] 2. §. Savienojuma pieprasījumam, kas iziet no biržas iestādes vai pieteikts uz biržas iestādi, jāsaturs attiecīgās biržas vai biržu nosaukums, pieprasītā biržas dalībnieka vārds un vajadzības gadījumā viņa pārstāvja vārds vai amats.

21. pants.

Pieprasījumu derīgums.

- [97] (1) Dienas un nakts (24 st.) laikā pieteikti un neizpildīti savienojumu pieprasījumi zaudē savu derīgumu:
- [98] a) darba noslēgšanas brīdī dienesta beigās iestādēs ar darbības pārtraukumiem;
- [99] b) pusnaktī iestādēs ar nepārtrauktu darbības laiku, ja savienojums pieprasīts tai pašā dienā līdz plkst. divdesmit diviem.
- [100] (2) Starp plkst. divdesmit diviem un divdesmit četriem pieņemto savienojumu pieprasījumu derīgums izbeidzas otrā dienā plkst. astoņos.

22. pants.

Pieprasījumu ierobežošana.

- [101] Ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi pēc savstarpējas vienošanās var ierobežot savienojumu pieprasījumu skaitu vienai un tai pašai personai ar vienu un to pašu tīklu.

23. pants.

Iekārtošanas laika noteikšana.

[102] Savienojuma pieprasītājs, pieteicot savu savienojuma pieprasījumu, var noteikt, lai savienojumu iekārto tikai pēc noteikta laika vai lai savienojumu neiekārto kādā noteiktā starplaikā, ievērojot iepriekš minēto noteikumu par savienojumu pieprasījumu derīgumu (21. pants).

24. pants.

Pieprasījumu grozījumi.

[103] 1. §. Attiecībā uz kuŗu katru savienojuma pieprasījumu, un ievērojot 21. panta nosacījumus par savienojuma pieprasījuma derīgumu, pieprasītājs pirms viņa iestāde viņu izsauc sarunai var:

- [104] a) uzdot, lai savienojumu neiekārto kādā noteiktā starplaikā;
- [105] b) uzdot, lai savienojumu iekārto tikai pēc noteikta laika;
- [106] c) grozīt pieprasītāja vai izsaucamā aparāta numuru, katram aparātam viņa tīkla robežās;
- [107] d) pārvērst vienkāršu savienojuma pieprasījumu steidzamā savienojuma pieprasījumā un otrādi;
- [108] e) pārvērst savienojuma pieprasījumu bez pieteikuma vai pieaicinājuma savienojuma pieprasījumā ar pieteikumu vai pieaicinājumu;
- [109] f) pārvērst savienojuma pieprasījumu ar pieteikumu savienojuma pieprasījumā ar pieaicinājumu vai otrādi;
- [110] g) grozīt savienojuma pieprasījumā ar pieaicinājumu vai biržas savienojuma pieprasījumā izsaucamās personas apzīmējumu, bet tikai tā paša tīkla robežās.

[111] 2. §. (1) Savienojuma pieprasījuma grozījumus izdara bez maksas; tomēr sarunas izejas pārvalde vai privāts uzņēmums par šo papildus darbu var ņemt sevišķu maksu, bet starptautiskos norēķinos tā neietilpst.

[112] (2) Par savienojuma pieprasījuma ar pieteikumu pārvēršanu savienojuma pieprasījumā ar pieaicinājumu un, otrādi, par savienojuma pieprasījuma pārvēršanu savienojuma pieprasījumā ar pieaicinājumu, vai par savienojuma pieprasījumā ar pieaicinājumu vai biržas savienojuma pieprasījuma minētās pieprasītās personas apzīmējuma grozījumu, adreses pārvalde vai privāts uzņēmums saņem maksu par ziņneša sūtīšanu, ja sakarā ar grozījumu tāda ir vajadzīga.

VIII NODAĻA.

Sarunu priekšrocība. — Savienojumu iekārtošana un pārtraukšana; tā ilguma ierobežošana.

25. pants.

Sarunu priekšrocības.

[113] 1. §. Starptautiskām sarunām, izņemot sarunas, ko izmaina tikai pa pierobežas kaimiņtīklu starptautiskiem vadiem, ir priekšrocība pret tās pašas šķiras iekšzemes sarunām.

[114] 2. §. Vienkāršām starptautiskām sarunām ir priekšrocība pret gala zemju iekšzemes steidzamām privātām sarunām, tomēr ieinteresētās pārvaldes un/vai ieinteresētie privātie uzņēmumi var vienoties, lai attiecinātu šo priekšrocību tikai uz tādām starptautiskām sarunām, kuŗas iekārto pa starptautisku ķēdi, kas pārsniedz noteiktu garumu.

[115] 3. §. (1) Sarunas izmaināmas šādā kārtībā:

- a) valsts steidzamas sarunas;
- b) zibens sarunas;
- c) dienesta steidzamas sarunas;
- d) privātas steidzamas sarunas;
- e) valsts vienkāršas sarunas;
- f) privātas vienkāršas un dienesta vienkāršas sarunas.

[116] (2) Tomēr satiksmē, kur steidzamu valsts sarunu nav, valsts vienkāršām sarunām ir priekšrocība pret dienesta steidzamām sarunām.

[117] 4. §. (1) Satiksmē, kur savienojumus iekārto tikai pa vienu starptautisku vadu, savienojumu pieprasījumi ieņem savu kārtu uz šā vada izejas gala iestādē.

[118] (2) Satiksmē, kur savienojumus iekārto pa vairākam nekā vienu starptautisku vadu, ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi vienojas par vadu, kuŗā savienojumu pieprasījumi ieņem savu kārtu, un par līnijas gala iestādi, kuŗai šie pieprasījumi jāsakārto principā, savienojumu pieprasījumiem jāieņem kārtu uz svarīgākā pēc garuma un slodzes vada.

[119] (3) Starptautiskās līnijas gala iestādē, kas ierindo savienojuma pieprasījumus, šie pieprasījumi ieņem kārtu pēc pieprasījumu šķiras un pieņemšanas laika šinī iestādē.

26. pants.

* Savienojumu iekārtošana un pārtraukšana.

[120] 1. §. Visi savienojumu pieprasījumi, grozījumi savienojumu pieprasījumos un atsaukumi pārraidāmi, cik ātri vien iespējams, līnijas gala iestādei, kuŗas uzdevums ir kārtot savienojumu pieprasījumus.

[121] 2. §. Vienas un tās pašas šķiras savienojumus iekārto pamīšus; abas līnijas gala iestādes, savstarpēji vienojoties, var grozīt uz kādu laiku šo pamīšus kārtību, ja tas veicina sarunu norisi. Tānī pašā nolūkā līnijas gala iestādes, kas savienotas ar vairākām starptautiskiem vadiem, savstarpēji vienojoties, var lietot zināmu ķēžu skaitu transita savienojumu iekārtošanai vai viena noteikta virziena savienojumiem.

[122] 3. §. (1) Pirms notiekošās sarunas beigām jāsaņem savienojums mazākais vienam no savu kārtu gaidošiem savienojumu pieprasījumiem.

[123] (2) Savienojuma sagatavošana notiek, darot visu vajadzīgo, lai abus pieprasītāja un izsaucamā aparātus varētu savienot, bez kāda laika zuduma.

[124] 4. §. Jau sagatavoti savienojumi nav kavējami par labu augstākas šķiras savienojumiem.

[125] 5. §. Uz izsaukumiem pa starptautiskiem vadiem jāatbild nekavējoties. Ja izsauktā iestāde attiecīgā izsaukšanas laikā neatbild, tad pa kādu citu telefona vadi vai attiecīgā gadījumā pa telegrafu to uzaicina atjaunot darbu kārtējā vadā.

[126] 6. §. (1) Līnijas gala iestādes pārbauda, vai dzirdamība starp korespondentiem ir apmierinoša; tad atzīmē savienojuma sākumu, kā arī savienojuma beigu laiku un tā ilgumu. Bez tam attiecīgā gadījumā tās atzīmē arī laika sprīdi, kuŗā dzirdamība nav bijusi pietiekoša.

[127] (2) Ja savienojuma sākumā līnijas gala iestādes konstatē, ka dzirdamība nevarēs būt pietiekoša, savienojums jāpārtrauc, lai novērstu katru kavēšanos pārējo savienojumu iekārtošanā.

[128] 7. §. Starptautiskā vada gala iestādes atzīmē visus dienesta noteikumus un visus vajadzīgos datus starptautisko norēķinu sastādīšanai.

[129] 8. §. Dažādu tautu pārvaldēm un/vai privātiem uzņēmumiem savienojumu sagatavošanā, iekārtošanā un pārtraukšanā jālieto franču valoda, ja šīs pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi nav vienojušies par kādas citas valodas lietošanu.

27. pants.

Sarunu ilguma ierobežošana.

[130] 1. §. (1) Vispār privātu sarunu ilgums nav ierobežots.

[131] (2) Tomēr ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi, savstarpēji vienojoties, var ierobežot privātu sarunu ilgumu noteiktās satiksmēs ar divpadsmit vai pat sešām minūtēm.

[132] (3) Ikatrā satiksmē sastrēguma vai bojājuma gadījumā līnijas gala iestādes, savstarpēji vienojoties, var uz laiku ierobežot ilgumu privātām sarunām ar divpadsmit vai pat sešām minūtēm.

[133] (4) Ik katrā satiksmē privātas sarunas ilgumu var ierobežot ar divpadsmit minūtēm, ja tas vajadzīgs, lai izpildītu augstākās šķiras pieteiktu savienojuma pieprasījumu.

[134] 2. §. (1) Valsts sarunu ilgums nav ierobežots.

[135] (2) Tomēr transita pārvaldēm vai privātiem uzņēmumiem ir tiesības ierobežot valsts sarunu ilgumu ar divpadsmit minūtēm, ja savienojumus šinī sarunām iekārto ar kādas viņu iestādes starpniecību.

[136] 3. §. Sarunas ilguma ierobežošanas gadījumā par to paziņo savienojuma pieprasītājam, ja iespējams, tānī brīdī, kad viņa savienojumu sāk iekārto. Dažas sekundes pirms savienojuma pārtraukšanas dienesta kārtībā korespondenti par to jābrīdina.

IX NODAĻA.

Tarifi un tarifēšana. Maksas atcelšana un atmaksas.

28. pants.

Sarunu tarifējamais ilgums.

[137] 1. §. Starp abonentiem notiekošās sarunas tarifējamais ilgums sākas no tā brīža, kad savienojuma pieprasītāja aparāts un izsaucamais aparāts ir atbildējuši uz izsaukumu un starp tiem iekārtots savienojums.

[138] 2. §. Ja pieprasa savienojumu no kādas publiskas sarunu vietas ar kādu abonenta aparātu, tad sarunas tarifējamais ilgums sākas no tā brīža, kad abonenta aparāts ir atbildējis uz izsaukumu un savienojuma pieprasītājs ar šo aparātu savienots.

[139] 3. §. Ja savienojuma pieprasījums ir pieteikts uz kādu publisku sarunu vietu, tad sarunas tarifējamais ilgums sākas no tā brīža, kad abi aparāti atbildējuši uz izsaukumu un pieprasītājs publiskā sarunu vietā vai pieprasītāja abonenta aparāts savienots ar pieaicināmo personu vai viņas atvietotāju.

[140] 4. §. Sarunas tarifējamais ilgums visos gadījumos sākas no tā brīža, kad pēc pareizi iekārtota savienojuma abonenta aparāts vai aparāti ir atbildējuši uz izsaukumu, neatkarīgi no tā, kāda persona atbild uz izsaukumu.

[141] 5. §. Sarunas tarifējamais ilgums beidzas tai brīdī, kad savienojuma pieprasītāja aparāts dod sarunas beigu signālu.

[142] 6. §. (1) Pēc katras sarunas līnijas gala iestāžu darbinieces vienojas par šīs sarunas tarifējamo ilgumu un, izņemot vienkāršas privātas sarunas, apstiprina sarunai šķiras apzīmējumu.

[143] (2) Ja sarunas laikā dzirdamība traucēta vai cēlušās citas grūtības, tad līnijas gala iestāžu darbinieces vienojas par šīs sarunas tarifējamo ilgumu.

[144] (3) Nesaskaņas gadījumā starp līnijas gala iestādēm par sarunas tarifējamo ilgumu līnijas izejas gala iestādes viedoklis ir izšķirošais.

29. pants.

Tarifi. Vispārējie nosacījumi.

[145] 1. §. Tarifa vienības likmes noteic ieinteresētās pārvaldes un/vai privāti uzņēmumi, savstarpēji vienojoties un pamatojoties uz zelta franku.

[146] 2. §. Sarunu maksas sastāda gala takses un attiecīgos gadījumos arī transita takse vai takses.

[147] 3. §. (1) Gala takšu noteikšanai pārvalžu un privātu uzņēmumu apkalpotoriem jānodrošina joslās.

[148] (2) Katra pārvalde vai privāts uzņēmums noteic joslu skaitu un platību satiksmei ar ikvienu citu pārvaldi un privātu uzņēmumu.

[149] (3) Vienai un tai pašai joslai noteicama viena un tā pati gala takse.

[150] 4. §. Katra transita pārvalde vai privāts uzņēmums noteic savu transita taksi. Vienādos transita apstākļos viena un tā pati pārvalde vai privāts uzņēmums piemēro vienādas transita takses.

[151] 5. §. Pārvaldei vai privātām uzņēmumiem, kas iekārto kādai noteiktai satiksmei pirmo tiešo transita vadu, ir tiesība ieskaitīt savā transita taksē transita iestādes ekspluatācijas izdevumus, tik ilgi, kamēr pa šo tiešo vadu darba dienā izmainīto sarunu tarifējamo minūšu caurmēra skaits nepārsniedz noteiktu minimālu skaitu; šo minimālo skaitu noteic ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi pēc savstarpējas vienošanās.

[152] 6. §. Tarifa vienība kādā noteiktā satiksmē vienmēr ir negrozāma neatkarīgi no savienojuma iekārtošanai lietojamā ceļa (normālā, papildu, palīga).

[153] 7. §. (1) Par katru sarunu, kuŗas ilgums ir trīs vai mazāk minūtes, maksu aprēķina kā par pilnām trim minūtēm.

[154] (2) Ja sarunas ilgums pārsniedz trīs minūtes, tad par laiku, kas pārsniedz pirmās trīs minūtes, maksu aprēķina par katru atsevišķu minūti. Minūtes daļu tarifē kā veselu minūti. Maksa par vienu minūti ir viena trešdaļa no maksas par sarunas trim minūtēm.

[155] (3) Tomēr satiksmē starp kaimiņvalstu robežjoslu iestādēm sarunu maksu aprēķina par nedalāmiem triju minūšu periodiem. Ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi noteic šīs satiksmes, savstarpēji vienojoties.

[156] 8. §. Sarunas, kas notiek reizē dzīvas satiksmes un satiksmes apklusuma laikā, tarifējamās šādi:

[157] a) ja sarunas ilgums ir lielāks trīs minūtes, tad piemēro tarifu, kas izejas iestādē ir spēkā, sarunai sākoties, dzīvas satiksmes vai satiksmes apklusuma laikā;

[158] b) ja sarunas ilgums pārsniedz trīs minūtes, tad pirmās trīs minūtes tarifē pēc tarifa, kas izejas iestādē ir spēkā, sarunai sākoties, bet papildu minūtes — pēc tā laika tarifa, kad katra no šīm minūtēm iesākas.

[159] 9. §. Katras gala iestādes telefoniste paziņo pretējās puses telefonistei pārējas brīdī no dzīvas satiksmes laika uz satiksmes apklusuma laiku vai otrādi, attiecībā uz saviem izejošiem savienojumiem.

[160] 10. §. Sarunas maksu iekasē no tā abonenta, kas savienojumu pieprasījis, vai attiecīgā gadījumā no tās personas, kas savienojumu pieprasījusi publiskā sarunu vietā.

30. pants.

Dažādām sarunu šķirām piemērojami tarifi.

[161] 1. §. (1) Par ikvienu sarunu satiksmes apklusuma laikā var iekasēt lielākais trīs piektdaļas ($\frac{3}{5}$) no šīs sarunas maksas dzīvas satiksmes laikā.

[162] (2) Apklusuma laiku noteic ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi, savstarpēji vienojoties.

[163] 2. §. Maksa par steidzamu privātu sarunu ir divkārtīga tā paša tarifa laika un tāda pat ilguma vienkāršas sarunas maksa.

[164] 3. §. Maksa par zibens sarunu ir desmitkārtīga tā paša tarifa laika un tāda pat ilguma vienkāršas sarunas maksa.

[165] 4. §. Valsts sarunas tarifē kā tādās pašas šķiras privātas sarunas.

[166] 5. §. (1) Maksa par abonementa sarunām ir:

[167] a) dzīvas satiksmes laikā divkārtīga tā paša tarifa laika un tāda pat ilguma vienkāršas sarunas maksa;

[168] b) satiksmes apklusuma laikā puse no dzīvas satiksmes laika un tāda pat ilguma vienkāršas sarunas maksa.

[169] (2) Dzīvas satiksmes laikā — izņemot visdzīvākās stundas — abonementa sarunas var pielaipt pēc vienkāršu sarunu tarifa, ja ieinteresētās pārvaldes un/vai privātie uzņēmumi par to vienojušies.

[170] 6. §. Abonementa sarunas turpinājumu, kas pārsniedz abonementa sarunai noteikto ilgumu, apmaksā par atsevišķām minūtēm, pēc abonementa sarunu tarifa, kāds spēkā katras apmaksājamās minūtes sākumā.

[171] 7. §. (1) Abonementa maksu aprēķinot, mēnesi skaita par trīsdesmit dienām.

[172] (2) Tomēr abonementa mēneša maksu var aprēķināt par divdesmit piecām dienām, ja abonents atsakās no sava abonementa lietošanas svētdienās, kā arī tais svīnamās dienās, kuŗas viņa zemē pielīdzinātas svētdienām.

[173] 8. §. Maksa par noteikta laika sarunu dzīvas satiksmes laikā līdzinās divkārtīgai tā paša tarifa laika un ilguma vienkāršas sarunas maksai ar virsmaksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti dzīvas satiksmes laikā, bet ne mazāk par piecdesmit santimiem (0 fr. 50).

[174] 9. §. Maksa par noteikta laika sarunu satiksmes aplūsumu laikā līdzinās tāda paša ilguma vienkāršas sarunas maksai satiksmes aplūsumu laikā ar virsmaksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti tā paša tarifa laikā.

[175] 10. §. (1) Maksa par sarunu ar pieteikumu līdzinās maksai par tā paša tarifa laikā, tās pašas šķiras un tā paša ilguma sarunu bez pieteikuma ar virsmaksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti tā paša tarifa laikā, kad iesākās pieteikumā paredzētā saruna, bet ne mazāk par piecdesmit (0 fr. 50) santīmiem.

[176] (2) Ar šini Reglamentā sevišķi norādītiem izņēmumiem maksa par pieteikumu, kam neseko pati saruna, līdzinās triju minūšu vienkāršas sarunas maksai vienai trešdaļai ($\frac{1}{3}$) tā tarifa laikā, kad pieteikums pārraidīts no līnijas izejas gala iestādes, bet ne mazāk par piecdesmit (0 fr. 50) santīmiem.

[177] 11. §. (1) Maksa par sarunu ar pieaicinājumu līdzinās tās pašas šķiras un tāda paša ilguma sarunas maksai tā paša tarifa laikā ar virsmaksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti tā tarifa laikā, kad iesākās pieaicinājumā paredzētā saruna, bet ne mazāk par piecdesmit (0 fr. 50) santīmiem.

[178] (2) Ar šini Reglamentā sevišķi norādītiem izņēmumiem maksa par pieaicinājumu, kam neseko saruna, līdzinās triju minūšu vienkāršas maksas vienai trešdaļai ($\frac{1}{3}$) tā tarifa laikā, kad pieaicinājums pārraidīts no līnijas izejas gala iestādes, bet ne mazāk par piecdesmit (0 fr. 50) santīmiem.

[179] (3) Ja pieaicināmā persona dzīvo ārpus telegramnu bezmaksas piegādāšanas rajona, tad ņem vēl papildu maksu par ziņnesi, kas līdzinās maksai par piegādāšanu ar ziņnesi telegrafa dienestā. Šī ziņnesa maksa ietilpst starptautiskos norēķinos un pilnos apmēros pienākas izsaucamās iestādes pārvaldei.

[180] 12. §. Dienesta sarunas atbrīvotas no maksas.

[181] 13. §. Par izziņām starptautiskā dienestā maksu ņem tikai tādā gadījumā, ja vajadzīgs lietot starptautisku telefonu vadu. Maksu tad aprēķina vienas trešdaļas ($\frac{1}{3}$) apmērā no maksas par triju minūšu vienkāršu sarunu, kas tiktu vesta starp ziņas pieprasītāju un izziņamo personu tā tarifa laikā, kad līnijas izejas gala iestāde — pieprasītāja pusē — pārraidījusi izziņas pieprasījumu, bet ne mazāk par piecdesmit (0 fr. 50) santīmiem.

[182] 14. §. Maksa par biržas sarunu līdzinās tādas pašas šķiras un tāda paša ilguma sarunas maksai ar virsmaksu, kuŗu pēc vienošanās starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai privātiem uzņēmumiem var noteikt vienas trešdaļas ($\frac{1}{3}$) apmērā no tarifa vienības.

31. pants.

Tarifēšana atsevišķos gadījumos. Maksas atcelšana un atmaksa.

[183] 1. §. Ja telefona dienesta apstākļu dēļ savienojuma pieprasījumam nav sekojis savienojums starp pieprasītāja un izsaucamā aparātiem, tad nekādu maksu par savienojumu ņem. Ja maksa jau iekasēta, tad tā jāatmaksā.

[184] 2. §. Ja, iekārtojot savienojumu, konstatē, ka dzirdamība nav pietiekoša, tad nekādu maksu par savienojumu neiekasē.

[185] 3. §. (1) Ja sarunas laikā telefona dienesta apstākļu dēļ korespondentiem rodas grūtības, tad sarunas tarifējamo ilgums samazināms līdz tam laikam, kuŗā saruna noritējusi apmierinoši; ja šis laiks visumā mazāks par trim minūtēm, tad ņem nekādu maksu.

[186] (2) Savienojuma pieprasītājs var prasīt šā noteikuma piemērošanu tikai tad, ja centrāles vai attiecīgā gadījumā publiskas sarunu vietas sarunas laikā ir uzaiicinātas konstatēt sarunas laikā radušās grūtības.

[187] 4. §. (1) Iebildumus, kas celti pēc tam, kad ieinteresētās iestādes par sarunu tarifējamo ilgumu jau vienojušās, izmeklē sarunas izejas gala iestāde. Lai sakoptu visas noskaidrošanai vajadzīgas ziņas līnijas gala iestādēm jāsazinās tieši vienai ar otru.

[188] (2) Maksas samazina sarunas izejas zemes pārvalde vai privāts uzņēmums uz savu rēķinu.

[189] 5. §. (1) Līdz savienojuma pieprasītāja izsaukšanai sarunas izmaiņai viņš var atteikties no sava pieprasījuma bez maksas.

[190] (2) Tomēr, ja atsauc savienojuma pieprasījumu ar pieteikumu, savienojuma pieprasījumu ar pieaicinājumu vai noteikta laika savienojuma pieprasījumu un ja līnijas izejas gala iestāde šini brīdī jau iesākusi pieteikuma, pieaicinājuma vai noteikta laika sarunas norādījumu pārraidīšanu, tad par pieteikumu, pieaicinājumu vai noteikta laika savienojuma pieprasījumu jāņem attiecīgā virsmaksa.

[191] (3) Tāpat, ja atsauc ar biržas iestādi pieprasītu savienojumu, tad satiksmē, kur biržas sarunas padotas virsmaksai, jāiekasē šī virsmaksa, ja atsaukšanas brīdī līnijas izejas gala iestāde jau iesākusi norādījumu pārraidīšanu personas pieaicināšanai biržā.

[192] (4) Ja savienojumā ar pieaicinājumu pieprasītājs vēlas, lai atsaukumu paziņotu pieaicināmai personai tās dzīves vietā, tad par tādu paziņojumu vēlreiz jāņem maksa kā par pieaicinājumu un attiecīgā gadījumā arī maksa par ziņnesi.

[193] (5) Ja savienojuma ar pieaicinājumu un samaksātu ziņnesi atsaukšanas brīdī adreses iestādes ziņnesis vēl nav devies pieaicināt personu, tad maksa par ziņnesi nav jāņem.

[194] 6. §. (1) Ja no korespondentu atkarīgu iemeslu dēļ abonementa saruna nav varējusi notikt vai nav turpinājusies paredzēto laiku, tad nekādu kompensāciju nedod un nekādu atmaksu neizdara.

[195] (2) Abonementa sarunu, kas nav varējusi notikt vai nav turpinājusies vajadzīgo laiku dienesta apstākļu dēļ, pēc iespējas atvieto vai kompensē pirms tā paša tarifa laika beigām ar neizlietotajam laikam līdzīga ilguma sarunu. Ja sarunu nav bijis iespējams atvieto vai kompensēt ar citu sarunu tā paša tarifa laikā, tad starptautiskos norēķinos ņem tikai maksu par izlietoto laiku. Ja šis izlietotais laiks ir mazāks par trim minūtēm, tad norēķinos neuzņem nekādu maksu. Lai aprēķinātu maksu par izlietoto laiku, kā pamats jāņem pilns abonementa sarunas ilgums, kuŗam atbilstošā maksa līdzinās vienai divdesmit piektai ($\frac{1}{25}$) vai vienai trīsdesmitai ($\frac{1}{30}$) daļai no maksas par abonementa mēnesi.

[196] 7. §. (1) Par savienojuma pieprasītāja vai izsaucamā atteikšanos no kuŗas katras sarunas, izņemot abonementa sarunu, ņem maksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti, pēc tā laika tarifa, kad notikusi atteikšanās, bet ne mazāk par piecdesmit santīmiem (0 fr. 50).

[197] (2) Par savienojuma pieprasītāja vai izsaucamā atteikšanos no noteiktā laika sarunas ņem tikai maksu kā par vienkāršas sarunas vienu minūti, pēc tā laika tarifa, kad notikusi atteikšanās, bet ne mazāk par piecdesmit santīmiem (0 fr. 50).

[198] (3) Ja saruna ar pieteikumu vai pieaicinājumu nav varējusi notikt savienojuma pieprasītāja vai izsaucamā vai viņa atvietošanas atsacīšanās dēļ no sarunas, tad ņem maksu tikai par pieteikumu vai pieaicinājumu un attiecīgā gadījumā arī par ziņnesi.

[199] (4) Ja biržas saruna, satiksmē, kur tā padota virsmaksai, nav varējusi notikt savienojuma pieprasītāja vai izsaucamā atsacīšanās dēļ vai atbūtes dēļ tai brīdī, kad viņus izsauc sarunai, tad ņem tikai biržas sarunas noteikto virsmaksu.

[200] (5) Ieinteresētās pārvaldes un/vai privāti uzņēmumi var vienoties, ka, izņemot abonementa sarunas savienojuma, pieprasītāja neatbildēšanas gadījumā brīdī, kad viņu izsauc sarunai, vai izsaucamā neatbildēšanas gadījumā, kad to izsauc pieteikuma saņemšanai vai sarunai ar pieteikumu, ir jāņem maksa, līdzīga maksai par atteikšanos.

X NODAĻA.

Norēķināšanās.

32. pants.

Rēķinu sastādīšana.

[201] 1. §. (1) Ja ieinteresētās pārvaldes un/vai privāti uzņēmumi nav vienojušies neizdarīt izmainīto sarunu minūšu dienas salīdzinājumu, tad katras vadu grupas līnijas gala iestādes nosaka katru dienu pa telefonu sarunu minūšu skaitu, par kuŗām jāievēd maksa starptautiskos norēķinos.

[202] (2) Dienas salīdzinājums jāsakopo ziņas atsevišķi par katru vadu vai vadu grupu starp abām līnijas gala iestādēm un katram tarifa laikam savs katras sarunu šķiras tarifējamo minūšu skaits, atzīmējot arī atsevišķi pa palīgceļiem notikušās sarunas. Katram tarifa laikam minūtes kopojamas vēl pēc adreses zemēm un katra adreses zeme pa tarifēšanas joslām.

[203] (3) Minūšu skaita dienas salīdzinājums jāizdara pēc dienesta dokumentu pārbaudes. Tas jāpabeidz vēlākais no salīdzināmās dienas trešajā dienā un izdarāms tādā kārtā, lai netraucētu satiksmes gaitu.

[204] 2. §. Rēķinus par mēneša telefona maksām sastāda adreses zemes pārvalde vai privāts uzņēmums. Šais rēķinos apmaksājamās minūtes katram tarifa laikam jāsaprupē pēc sarunu šķirām un adreses zemes tarifa joslām. Bez tam ja satiksmei lietoti dažādi ceļi, tad jāatzīmē dati satiksmei par katru ceļu atsevišķi un norādot attiecīgā gadījumā, ka lietots palīgceļš.

[205] 3. §. (1) Mēneša rēķinos ar šini Reglamentā noteiktiem izņēmumiem ietilpst visas maksas un virsmaksas par starptautiskām telefona sarunām.

[206] (2) Virsmaksas, kas ietilpst starptautiskos rēķinos, sadala starp ieinteresētām pārvaldēm un/vai privātiem uzņēmumiem, tādos pašos apmēros, kā sarunu maksas taksas.

33. pants.

Rēķinu izmaiņa un apstiprināšana.

[207] 1. §. Adreses zemes pārvalde vai privāts uzņēmums piesūta izejas zemes pārvaldei vai privātam uzņēmumam mēneša rēķinus tādā eksemplāru skaitā, cik ir zemju, kas piedalījušās savienojuma iekārtošanā, ieskaitot adreses zemi. Pēc rēķina apstiprināšanas izejas pārvalde vai privāts uzņēmums patur sev vienu eksemplāru, bet visus pārējos eksemplārus nosūta atpakaļ adreses zemes pārvaldei vai privātam uzņēmumam, kas savukārt piesūta vienu rēķina eksemplāru katrai ieinteresētai transita zemei.

[208] 2. §. Ikviens mēneša rēķins jāpiesūta pirms norēķina mēnesim sekojošā trešā mēneša paiešanas.

[209] 3. §. Paziņojumi par rēķinu apstiprināšanu vai attiecīgā gadījumā iebildumi par tiem jāizdara pirms norēķina mēnesim sekojošā sestā mēneša paiešanas. Pārvalde vai privāts uzņēmums, kas šini laikā nekādus iebildumus nav saņēmis, uzskata mēneša rēķinu par galīgi pieņemtu.

[210] 4. §. (1) Mēneša rēķinus pieņem bez pārbaudīšanas, ja abu pārvalžu vai privātu uzņēmumu sastādīto rēķinu gala summu starpība nepārsniedz 1% no kreditējošās pārvaldes vai privāta uzņēmuma rēķina summas, ja tikai šī summa nav lielāka par simt tūkstoš frankiem (100.000 fr.); ja kreditējošās pārvaldes vai privāta uzņēmuma sastādītā rēķina summa ir lielāka par simt tūkstoš frankiem (100.000 fr.), tad starpība nedrīkst pārsniegt summu, kas sastādās no:

1. 1% pirmajiem simt tūkstoš frankiem (100.000 fr.);
2. 0,5% no pārējās rēķina summas.

[211] (2) Tomēr rēķins jāapstiprina, ja starpība nepārsniedz divdesmit piecus frankus (25 fr.).

[212] (3) Iesāktā pārbaude jāizbeidz, ja, abām ieinteresētām pārvaldēm un/vai privātiem uzņēmumiem savā starpā sazinoties, noskaidrojās, ka starpība samazināta līdz šā paragrafa pirmā posmā noteiktā maksimuma summai.

[213] 5. §. (1) Ja ieinteresētās pārvaldes un/vai privāti uzņēmumi nav citādi vienojušies, tad pēc gada ceturkšņa pēdējā mēneša rēķina apstiprināšanas kreditējošai pārvaldei vai privātam uzņēmumam jāstādā šā gada ceturkšņa rēķins, ar bilanci par visiem trim ceturkšņiem mēnešiem, un tas divos eksemplāros jāpiesūta debitējošai pārvaldei vai privātam uzņēmumam, kas rēķinu pārbauda un vienu eksemplāru nosūta atpakaļ ar atzīmi par apstiprināšanu.

[214] (2) Ja kādam no gada ceturkšņa mēnešiem rēķins pirms ceturksnim sekojošā sestā mēneša paiešanas nav vēl apstiprināts, tad minēto ceturkšņa rēķinu kreditējošā pārvalde vai privātais uzņēmums tomēr var sastādīt lietas pagaidu nokārtošanai, kas ir saistoša debitējošai pārvaldei vai privātam uzņēmumam, ievērojot 35. panta 1. §. nosacījumus. Izlabojumi, ja tādus vēlāk atzīst par vajadzīgiem, jāievēd nākošā ceturkšņa rēķinā.

34. pants.

Dokumentu uzglabāšana.

[215] Starptautisko telefona rēķinu sastādīšanai lietotie dokumenti jāuzglabā līdz šo rēķinu nokārtošanai un visos gadījumos ne mazāk kā desmit mēnešus.

35. pants.

Rēķinu nokārtošana.

[216] 1. §. Gada ceturkšņa rēķins jāpārbauda un jānomaksā sešu nedēļu laikā, skaitot no tās dienas, kad debitējošā pārvalde vai privātais uzņēmums rēķinu saņēmis. Pēc šā termiņa paiešanas summām, kuŗas viena pārvalde vai privāts uzņēmums ir parādā otrai, vēl pieskaita 6% gadā, skaitot ar minētām termiņam sekojošo dienu.

[217] 2. §. (1) Ja nav citādas vienošanās, tad gada ceturkšņa rēķina saldo debitējošā pārvalde vai privāts uzņēmums nomaksā kreditējošai pārvaldei vai privātam uzņēmumam zeltā, ar čekiem vai tratām, kas maksājami uzrādītājam un kuŗu vērtība ir zelta frankos izteiktā saldo summa.

[218] (2) Ja maksājumus izdara ar čekiem vai tratām, šos dokumentus izraksta tādas valsts valūtā, kuŗas galvenā emisijas banka vai kāda cita oficiāla emisijas iestāde pērk un pārdod zeltu un zelta devīzes par nacionālo naudu, pēc likumīga vai, vienojoties ar valdību noteikta kursa.

[219] (3) Ja šiem noteikumiem atbilst vairāku zemju valūta, tad kreditētāja pārvalde vai privātais uzņēmums pēc saviem ieskatiem izvēlas valūtu. Pārreķināšanu izdara pēc zelta naudas paritātes.

[220] (4) Gadījumā, kad kreditējošās zemes valūta neatbilst (2) posmā paredzētiem nosacījumiem un ja abas zemes savstarpēji vienojas, tad čeku vai tratu summas var izteikt arī kreditējošās zemes valūtā. Šini gadījumā rēķina saldo summu pārreķina pēc zelta naudas paritātes tādas valsts valūtā, kas atbilst augšā minētiem noteikumiem. Dabūto summu pārreķina pēc tam debitējošās zemes valūtā, bet šo pēdējo kreditējošās zemes valūtā, pēc debitējošās zemes galvas pilsētas vai tirdzniecības centra biržas kursa tai dienai, kad dots rikojums par čeka vai tratu izpirkšanu.

[221] 3. §. Maksājumu nokārtošanas izdevumus sedz debitējošā pārvalde vai privātais uzņēmums.

XI NODAĻA.

Savienības birojs. — Starptautiskā telefona padomdevēja komiteja. (C. C. I. F.).

36. pants.

Savienības biroja publicēti dokumenti.

[222] Savienības birojs, vadoties no C. C. I. F. ieteikumiem, publicē sekošus starptautiskā telefona dienesta dokumentus:

- vispārīgo telefona statistiku,
- starptautisko telefona vadu nomenklatūru,
- oficiālās starptautiskā tīkla kartes:

37. pants.

Starptautiskā telefona padomdevēja komiteja (C. C. I. F.).

[223] 1. §. Starptautiskās telefona padomdevējas komitejas (C. C. I. F.) uzdevums ir pētīt tehniskos, ekspluatācijas un tarifa jautājumus, kam nozīme starptautiskā telefona satiksmē un kas tai iesniegti no pārvaldēm un privātiem uzņēmumiem.

[224] 2. §. (1) Komiteja sastāv no pārvalžu un privātu uzņēmumu lietpatējiem, kas uzņemas pildamības tās darbos. Paziņojumi par piedalīšanos iesūtāmi tās zemes pārvaldei, kur notikusi pēdējā pārvalžu konference.

[225] (2) C. C. I. F. izdevumus pirmā apmērā sedz zemes, kas tajā piedalās. Izdevumus starp šīm zemēm sadala pēc sistēmas, kas līdzīga savienības biroja izdevumu sadalīšanas sistēmai.

[226] (3) Ja kāda zeme nav reprezentēta ar pārvaldi, bet ar vienu vai vairākiem privātiem uzņēmumiem, tad šīs zemes maksājumu daļu sedz privātais uzņēmums vai uzņēmumi — šīs zemes reprezentētāji. Privātie uzņēmumi var vienoties par šīs zemes dalības maksas dalīšanu savā starpā; ja vienošanās nav panākta, tad šo dalības maksu uzņēmumiem sadala vienādās daļās.

[227] (4) Katras pārvaldes vai privāta uzņēmuma lietpratēju personīgos izdevumus sedz pati pārvalde vai privātais uzņēmums.

[228] 3. §. Princīpā C. C. I. F. sanāksmes notiek ik pa diviem gadiem reizi. Tomēr pārvalde, kas sasauca sanāksmi, var sasaukšanas dienu pātrināt vai atlikt, ja to lūdz vismaz desmit no pārvaldēm-dalībniekiem un ja apspriežamo jautājumu skaits un raksturs to attaisno.

[229] 4. §. (1) Pilnās sapulcēs, komisijās un apakškomisijās lieto tādu pašu valodu un nobalso tādā pat kārtā kā pēdējā pilnvarnieku vai pārvalžu konferencē.

[230] (2) Tomēr, ja kādas zemes pārvalde nepiedalās, tad šīs zemes privātu uzņēmumu lietpratējiem visiem kopā, neatkarīgi no viņu skaita, ir tikai viena lēmēja balsis.

[231] 5. §. Savienības biroja direktoram vai viņa pārstāvim un pārējo starptautisko padomdevēju komiteju, C. C. I. R. un C. C. I. T., pārstāvjiem ir tiesība piedalīties C. C. I. F. sapulcēs ar padomdevēja balsi.

[232] 6. §. Šos noteikumus par C. C. I. F. iekārtu un darbību papildina Iekšējā dienesta reglaments, kura pamatnosacījumi ievietoti šā Reglamenta pielikumā.

XII NODAĻA.

Papildu noteikumi.

38. pants.

Papildu noteikumi.

[233] Par nosacījumiem starptautiskā telefona dienestā, kas neietilpst šīnī reglamentā pārvaldes un/vai privāti uzņēmumi vienojas pašī savā starpā, vadoties no C. C. I. F., ieteikumiem.

XIII NODAĻA.

Beigu noteikumi.

39. pants.

Reglamenta spēkā stāšanās.

[234] Šis reglaments stājas spēkā ar tūkstoš deviņi simti trīsdesmit ceturtā gada pirmo janvāri.

[235] To apliecinot, attiecīgie pilnvarnieki parakstīja Reglamentu vienā eksemplārā, ko uzglabās Spānijas Valdības arhīvos un kuŗa norakstu izsniegs katrai valdībai.

Sastādīts Madridē, 1932. gada 10. decembrī.

Par Latviju: B. Einbergs	Par Kolumbijas Republiku: Jose Joaquín Casas Alberto Sanchez de Iriarte W. MacLellan
Par Dienvidāfrikas Savienību: H. J. Lenton A. R. Mc Lachlan	Par Portugāles kolonijām: Ernesto Julio Navaro Arnoldo de Paiva Carvalho Jose Mendez de Vasconcellos Guimaraes
Par Vāciju: Herman Giess Dr. Ing. Hans Carl Steidle Martin Feuerhahn Siegfried Mey	Par Šveices konfederāciju: A. Mockli
Par Argentīnas Republiku: D. Garcia-Mansilla R. Correa Luna Luis S. Castineiras M. Saenz Briones	Par Beļģijas Kongo: G. Tondeur
Par Austriju: Dr. Rudolf Oestreicher Ing. H. Pfeuffer	Par Lielbritānijas un Ziemeļīrijas Karalisti: F. W. Phillips J. Loudon
Par Beļģiju: B. Maus Jos. Lambert H. Fossion	Par Grieķiju: Th. Pentheroudakis Stam Nicolis
Par Bolīviju: Georges Saenz	Par Gvatemālu: Virgilio Rodriguez Beteta Enrique Traumann Ricardo Castaneda Paganini
Par Brazīliju: Luiz Guimaraes	Par Honduras Republiku: Ant. Graino
Par Kostariku: A. Martin Lanuza	Par Ungāriju: Dr. François Havas
Par Kubu: Mamuel S. Pichardo	Par Aigejas jūras Itālijas salām: G. Gneme E. Mariani
Par Kurasao un Surinamu: G. Schotel Hoogewoening	Par Britānijas Indiju: M. L. Pasricha P. J. Edmunds
Par Kirenaiku: G. Gneme Gian Franco della Porta	Par Holandes Indiju: A. J. H. von Leeuwen Van Dooren G. Schotel Hoogewoening
Par Dāniju: Kay Christiansen Gredsted	Par Īrijas brīvvalsti: P. S. Oh - Eigeartaigh E. Cuisin
Par Dancigas brīvpilsētu: Ing. Henryk Kowalski Zander	Par Islandi: G. Hliddal
Par Dominikāņu Republiku: E. Brache Hijo Juan de Olozaga	Par Ekvadoru: Hipolito de Mozoncillo Abel Romeo Costillo
Par Ēģipti: R. Murray Mohamed Said	Par Eritereju: G. Gneme Gian Franco della Porta
Par El Salvadoras Republiku: Raul Contreras	Par Spāniju: Miguel Sastre Gabriel Hombre Francisco Vidal Tomas Fernandez Quintana Carlos de Bordons
Par Čīli: E. Bermudez	
Par Vatikāna valsti: Giuseppe Gianfranceschi	

Par Somiju:
Niilo Orasmaa

Par Franciju:
Jules Gautier
Fis
Morillon
Schneider

Par Maroku:
Dubeauclard

Par Norvēģiju:
T. Engset
Andr. Hadland

Par Panamas Republiku:
M. Lasso de la Vega

Par Holandi:
H. C. Felser

Par Peru:
Juan de Osma

Par Poliju:
Ing. Henryk Kowalski
St. Zuchmantowicz
Kazimirz Goebel
K. Krulicz

Par Portugāli:
Miguel Vaz Duarte Bacelar
Jose de Wiz Ferreira jr.
David de Sousa Pires
Joaquim Gonçalves

Par Rumāniju:
Ing. T. Tanasescu

Par Itālijas Somaliju:
G. Gneme
Gelmetti

Par Zviedriju:
G. Wold

Par Siriju un Libanu:
M. Morillon

Par Itāliju:
Gneme

Par Japanu, Koreju, Taivanu, Karafuto, Kvantungas nomāto teritoriju un Japānas mandatam pakļautām Dienvidjūras salām:

Saichiro Koshida
Zenshichi Ishii
Satoskii Furihota
Y. Yonezawa
T. Nakagami
Takeo Iino

Par Lietuvu:
Ing. Gaigalis

Par Luksemburgu:
Jaaques

Par Čehoslovākiju:
Dr. Otto Kučera
Ing. Jaromir Svoboda
Vaclav Kučera

Par Tripolītāniju:
G. Gneme
D. Crety

Par Tunisu:
Crouzet

Par Turciju:
Fahri
I. Cenal
Mazhar

Par Padomju Sociālistisko Republiku Savienību:

Eugène Hirschfeld
Alexandre Kokadeev

Par Urugvajū:
Ad referendum du Gouvernement de l'Uruguay Daniel Castellanos

Par Dienvidslāviju:
D. A. Zlatanovitch

PIELIKUMS.

(sk. 37. pantu.)

Starptautiskās telefona padomdevējas komitejas (C. C. I. F.)

Iekšējais reglaments.

Pamatnosacījumi.

1. pants.

Organizācija.

Starptautiskā telefona padomdevēja komitejā (C. C. I. F.) ietilpst četri organi:

- a) pilna sapulce (A. P.);
- b) ziņotāju komisijas (C. R.);
- c) Eiropas telefona standartsistēmas laborātorija (S. F. E. R. T.);
- d) galvenais sekretāriāts.

2. pants.

Pilna sapulce.

1. §. Pilnas sapulces uzdevums ir pieņemt, noraidīt vai pārveidot ziņotāju komisiju iesniegtos ziņojumus un ieteikumu projektus un lemt par pārvalžu un privātu uzņēmumu tai iesniegtu jaunu jautājumu pētīšanu.

2. §. Katra pilna sapulce sanāk iepriekšējās pilnas sapulces noteiktā vietā un laikā.

3. §. Pirmo pilnas sapulces sēdi atklāj tās zemes pārstāvis, kur sapulce sasaukta. Šīnī sēdē ievēl priekšsēdi, priekšsēža biedri un sekretāru.

4. §. Grupas vai organismus, kas nodarbojas ar jautājumiem starptautiskās telefonijas lietās, var uzaicināt piedalīties zināmās sēdēs ar padomdevēja balsi. Telefona ierīču ražotāju pārstāvji pilnas sapulces sēdēs nevar piedalīties. Pilna sapulce lemj par C. C. I. F. piedalīšanos tādu organismu sanāksmēs, kas nodarbojas ar jautājumiem starptautiskās telefonijas lietās.

5. §. Pilna sapulce dibina vajadzīgās ziņotāju komisijas ierosināto jautājumu pārbaudei.

6. §. Pilna sapulce izvēl trīs rēķinu pārbaudītājus, kuŗu uzdevums ir pārbaudīt galvenā sekretāra uzstādīto gada budžeta projektu, kā arī pagājušā gada norēķinus. Pilna sapulce caurskata pārbaudītāju ziņojumu par pagājušo no pēdējās pilnas sapulces laiku.

7. §. Pilnas sapulces pieņemtiem ieteikumiem, ja tie pieņemti vienbalsīgi, jāpievieno atzīme „vienbalsīgi” vai, ja ieteikums pieņemts ar balsu vairākumu, atzīme „ar balsu vairākumu”.

8. §. Pieņemtos ieteikumus C. C. I. F. piesūta Savienības birojam, norādot, kuŗi ieteikumi visumā vai pa daļai būtu ievietojami Biroja izdodamā žurnālā.

3. pants.

Ziņotāju komisijas.

1. §. Ziņotāju komisiju uzdevums ir pamatīga jaunu jautājumu pētīšana, iesniedzot nākošai pilnai sapulcei sīku ziņojumu par katru jautājumu un papildinot to ar ieteikumu projektiem.

2. §. (1) Katra ziņotāju komisija izvēl galveno ziņotāju, kas uzņemas ziņotāju komisijas darbu vadību un kuŗam ir tiesība savas pārvaldes uzdevumā sasaukt komisijas ziņotāju sēdi.

(2) Jautājumi pēc iespējas jāatrisina sarakstes ceļā; galvenais ziņotājs šīnī nolūka var sarakstīties tieši ar pārējiem savas komisijas locekļiem. Ja kāda jautājuma pilnīgu atrisinājumu šādā ceļā nevar panākt, viņam ir tiesība ierosināt sanāksmes piemērotās vietās, lai iztirzātu pētāmo jautājumu pārrunās.

(3) Lai nebūtu bieži jāceļo un jākavē laiks, tad vienas un tās pašas grupas komisijas sanāk uz sēdēm vienā noteiktā vietā un vienā laikā, pēc galvenā sekretāriāta sastādīta un ieinteresēto pārvalžu apstiprināta kopēja plāna.

3. §. Ziņotāju komisijas var uzaicināt telefona ierīču ražotāju pārstāvjus piedalīties noteiktos pētījumos un apspriedēs, ja viņu līdzdarbība ir vēlama.

4. pants.

Eiropas telefona standartsistēmas laborātorija.

(S. F. E. R. T.)

1. §. S. F. E. R. T. veido pamatu pārraidīšanas mērījumiem un dažādu Eiropas zemēs lietojamo telefona sistēmu pārraidīšanas datu saskaņošanai.

2. §. (1) S. F. E. R. T. laborātorija pēc pārvalžu un privātu uzņēmumu vēlēšanās un uz viņu rēķina izdara telefona aparātu mērījumus, arī ja šīs pārvaldes vai privātie uzņēmumi nav pievienojušies C. C. I. F.

(2) Pēc pilnas sapulces vai ziņotāju komisiju lūguma laboratorija izdara pētījumus un mēģinājumus, kas atvieglo pilnai sapulcei nodoto jautājumu atrisināšanu.

5. pants.

Galvenais sekretāriāts.

1. §. (1) Galveno sekretāru ievēl pilna sapulce. Viņam izmaksā algu no C. C. I. F. budžeta un tās apmērus noteic pilna sapulce.

(2) Galvenais sekretārs kārtē visu C. C. I. F. saraksti.

(3) Lietu vadīšanai viņa rīcībā ir birojs, ko uztur C. C. I. F. Viņš rūpējas par šā biroja un laboratorijas personāla pieņemšanu un uzraudzību.

2. §. (1) Galvenais sekretārs piedalās ar padomdevēja balsi pilnās sapulcēs un ziņotāju komisiju sēdēs.

(2) Viņš sagatavo nākošo pilnas sapulces sesiju un sastāda šīs sesijas dienas kārtību, pēc ziņotāju komisiju ziņojumiem.

(3) Viņš sniedz pilnai sapulcei pārskatu par C. C. I. F. darbību kopš pēdējās pilnās sapulces.

(Turpinājums sekos.)

Ministru kabinets 1936. g. 13. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Pārgrozījumi Muitas tarīfos.

Izvedmuitas tarifu (Lik. kr. 1928. g. 57, III) ar vēlākiem papildinājumiem un pārgrozījumiem izteikt šādi:

III. Izvedmuitas tarīfs.

Tarifa pants	Preču nosaukums	Likmes latos
--------------	-----------------	--------------

1. Skuju koki:	Koka materiāli:	
1) apaļi, mizoti vai nemizoti, garumā līdz 10 pēdām (ieskaitot), ar caurmēru tievgali līdz 8 collām (ieskaitot)		brīvi
2) apaļi, mizoti vai nemizoti, garumā vairāk par 10 pēdām, ar caurmēru tievgali vairāk par 8 collām, par kubikpēdu		0,50
3) bot:masti, ar caurmēru 5 pēdu atstatumā no resgaļa līdz 9 collām (ieskaitot) un tievgali — līdz 5 collām (ieskaitot) par kubikpēdu		0,10
4) mizoti raktuvju stabi (poles), garumā līdz 15 pēdām (ieskaitot), ar caurmēru tievgali līdz 7 1/4 collām (ieskaitot)		brīvi
5) mizoti, no divām pretējām pusēm apzāģēti, vai gareniski pa vidu caurzāģēti, garumā līdz 13 pēdām (ieskaitot), par kubikpēdu		0,15
6) mizoti, no divām pretējām pusēm apzāģēti, vai gareniski pa vidu caurzāģēti, garumā vairāk par 13 pēdām, par kubikpēdu		0,30
7) telegrafa, telefona un elektrisko vadu stabi, atgriezti un nodrāzti, ar caurmēru 5 pēdu atstatumā no resgaļa vairāk par 9 collām, par kubikpēdu		0,25
8) kapbaļķi, par tultu		45,—
Piezīme. 1 tults satur 216 tekošas Amsterdamas pēdas kapbaļķu ar caurmēru 11 Amsterdamas collas tievgali. Ja kapbaļķu caurmērs tievgali ir zem 11 Amsterdamas collām, tad tādu kapbaļķu tekošo pēdu kopskaits par katru caurmēra collu zem 11 Amsterdamas collām samazināms par 17%. Ja kapbaļķu caurmērs tievgali ir virs 11 Amsterdamas collām, tad šo kapbaļķu tekošo pēdu kopskaits par katru caurmēra collu virs 11 collām palielināms par 20%. Lai aprēķinātu tultus, šādi iegūtais tekošo pēdu kopskaits abos gadījumos dalāms ar 216.		
9) skaliņu malka, par kub. asi (6'x6'x6')		25,—
10) zāģēti vai tēsti, garumā līdz 10 pēdām (ieskaitot), par standartu		25,—
11) zāģēti vai tēsti, garumā vairāk par 10 pēdām, par standartu		35,—
12) ēvelēti un spundēti dēļi un to gali, par standartu		20,—
13) kastu daļas, par standartu		10,—
14) būvskaliņi, zāģēti		brīvi
2. Lapu koki:		
1) ozola, oša un kļavas apaļi nogriežņi, mizoti vai nemizoti, par kubikpēdu		0,70
2) apses apaļi nogriežņi, garumā 10 pēdas un vairāk, ar caurmēru tievgali 7 collas un vairāk, par kubikpēdu		0,50
3) pārējie šā (2.) panta 1. un 2. punktā minēto koku sugu apaļi nogriežņi — garumā 10 pēdas un vairāk, ar caurmēru tievgali 5 collas un vairāk, par kubikpēdu		1,—
4) zāģēti, tēsti, skaldīti vai plēsti lapu koki, izņemot šā (2.) panta 5. un 6. punkta minētos, par kubikpēdu		0,60
5) apses, zāģētas dēļos, skaldītas vai plēstas		brīvi
6) ozola gulšņi, tēsti vai zāģēti, šķērsgrizumā ne vairāk kā 7 collas x 10 collas, par kubikpēdu		0,30
3. Dedzināmā malka, skaldītā veidā: ozola, oša un kļavas, garumā līdz 2 1/2 pēdām (ieskaitot), pārējā — garumā zem 10 pēdām, un žagari		brīvi
4. Visi pārējie šī (1., 2. un 3.) pantos minētie koka materiāli		brīvi
5. Finanču ministra izsludinātā sarakstā minētie		brīvi
Piezīmes pie 1.—5. panta:		
1) Izvedmuitas tarifa 1. panta 2. punktā un 2. panta 2. un 3. punktā minēto koka materiālu likmes piemērošanai ir pietiekošs viens no norādītiem izmēriem.		
2) Mērišana izdarāma saskaņā ar pastāvošām parašām. Collas un pēdas skaitāmas angļu mērā.		
Metāli.		
6. Kēts, gabalos, lūzumos un skaidās, par kg		0,04
7. Dzelzs un tērauds, vecs: plāksnēs, gabalos un izstrādājumos, izņemot 8. pantā minētos, par kg		0,04
8. Vecas dzelzs un tērauda sijas, vecas dzelzceļu slīdes, to gabali un vecas dzeloņu stiepuļes, par kg		0,06
9. Varš, alumīnijs, niķels, kobalts, bismuts un citi sevišķi neminēti metāli, pelnos, gabalos, lējumos vai izstrādājumos, kuriem ir tikai izejvielu nozīme, par kg		0,30
10. Balta skārda atkritumi, par kg		brīvi
11. Smēdes šлага, par kg		brīvi
Neminētas ādas un atgriezumi.		
12. Liellopu, zirgu, kumēļu un cūku:		
1) sausas, par kg		0,80
2) slapjas, par kg		0,40
13. Teļādas:		
1) sausas, par kg		1,—
2) slapjas, par kg		0,50
14. Aitādas:		
1) sausas, par kg		0,60
2) slapjas, par kg		0,30
15. Kazādas:		
1) sausas, par kg		0,60
2) slapjas, par kg		0,30

Tarifa pants	Preču nosaukums	Likmes latos
16. Jēlādu atkritumi (limādas):		
1) sausi, par kg		0,06
2) slapji, par kg		0,02
Kauli, sari un spalvas.		
17. Kauli, par kg		0,04
18. Cūku sari un spalvas:		
1) sari neapstrādāti vai nešķiroti, bruto, par kg		4,—
2) spalvas, ar sari nelielu dabisku piejaukumu, bruto, par kg		brīvi
19. Zirgu un liellopu spalvas, bruto, par kg		brīvi
20. Zirgu un liellopu astri, bruto, par kg		brīvi
Citas izejvielas.		
21. Lupatas, visādas, bruto, par kg		0,10
22. Veci tīkli un striķu gali, bruto, par kg		brīvi
23. Noliekti gumijas priekšmeti un gumijas preču ražošanas atkritumi, bruto, par kg		0,04
24. Ziepju sārms, ar glicerīna saturu līdz 20% (ieskaitot), bruto, par kg		0,03
Ar šo atcelti:		
Izvedmuitas tarīfs (Lik. kr. 1928. g. 57, III) un tā pārgrozījumi un papildinājumi (Lik. kr. 1929. g. 119, III; Lik. kr. 1931. g. 71, 144, III, 145 un 244; Lik. kr. 1932. g. 65, III un 219; Lik. kr. 1933. g. 75; Lik. kr. 1934. g. 115 un 265).		
Šie pārgrozījumi stājas spēkā 1936. g. 15. oktobrī.		
Rīgā, 1936. g. 14. oktobrī.		
Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.		

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1936. g. 13. oktobrī.

Pieņem:

- 1) likumu par lauku nekustamu īpašumu nosaukumu pārdēvēšanu,
- 2) pārgrozījumus un papildinājumus Kredītnolikumā,
- 3) pārgrozījumu Akcīzes nolikumā,
- 4) pārgrozījumus Muitas tarīfos.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Rīkojums skolu priekšniekiem par radiopusstundu.

Ar šī 1936. g. 14. oktobrī Latvijas radiofons iekārto katru trešdienu no plkst. 11.35 līdz 11.55 radiopusstundu skolām.

Izglītības ministrija uzdod skolu priekšniekiem, kuru rīcībā ir radioaparāti, pieslēgties nosauktā laikā mūsu valsts radiofonam un likt noklausīties tā priekšnesumus pamatskolu 5. un 6. klases, ģimnaziju un arodskolu audzēkņiem.

Sakarā ar radiopusstundu ministrija nosaka, ka kārtējas stundas ilgums skolās, kas klausās radiopusstundu, trešdienās, sākot ar trešo stundu, ir 40 minūtes.

Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī. № A—2575.

Izglītības ministrs A. Tentelis.

Skolu depart. direktora v. i. K. Ozoliņš.

Iecelšanas un atvaļinājumi.

448. rīkojums.

Bērzgales piensaimnieku sabiedrībā no valdes priekšsēdētāja amata atceļu Izidoru Jonikanu.

1936. g. 9. oktobrī.

Tieslietu ministrs H. Apsīts.

449. rīkojums.

Aiviekstes-Ungurmuižas 1. krāj-aidveju sabiedrībā atceļu no valdes locekļa amata Pēteri Kalniņu.

1936. g. 9. oktobrī.

Tieslietu ministrs H. Apsīts.

450. rīkojums.

Saldus kooperatīvā „Neatkarība” atceļu Albertu Dravnieku no valdes locekļa un priekšsēdētāja biedra amata.

1936. g. 9. oktobrī.

Tieslietu ministrs H. Apsīts.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Uzaicinājums visām valsts iestādēm.

Tautas labklājības ministrijas Valsts darbinieku ārstniecības nodaļa uzaicina visas valsts iestādes, kas vēl nav saņēmušas 1936. g. jaunizdotu medicīniskā personāla sarakstu, pieprasīt vajadzīgo eksemplāru skaitu Valsts darbinieku ārstniecības nodaļai.

Nodaļas vadītājs Dr. Driba.

Darbvedis J. Jurka.

Paziņojums.

Nodokļu departaments paziņo, ka izlaista apgrozībā jaunas 10 latu zīmogmarkas un drīzumā izlaidīs jaunas 5 latu zīmogmarkas, kuras iespēstas uz ūdenszīmju papīra ar līmes strīpām litogrāfiskā spiedumā, ar parastām litogrāfijas krāsām.

Vecā izlaiduma 5 un 10 latu zīmogmarkas ir derīgas līdz turpmākam rīkojumam.

Rīgā, 1936. g. 12. oktobrī.

Nodokļu depart. v. direktors V. Priede.

Nodaļas vadītājs P. Liepiņš.

Paziņojums.

Pamatojoties uz likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Vaid. Vestn.” 1934. g. 130. num.), ar iekšlietu ministra biedra š. g. 10. oktobra lēmumiem slēgtas sekojošas biedrības:

1) ar 1358. lēmumu — Dārzkopības pārraudzības biedrība „Darbs”, Iecavas pagastā,

2) ar 1359. lēmumu — Grenču-Irlavas zemkopības pārraudzības biedrība

un 3) ar 1360. lēmumu — I. Irlavas-Grenču laukkopības pārraudzības biedrība „Druva”,

un par minēto biedrību likvidatoru iecelts agr. Pēteris Kiveļitis, ar sēdekli Irlavas pag. Urpučās. Biedrības jālikvidē 3 mēnešu laikā pēc šī paziņojuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 159224.

Administr. depart. direktors Anšmits.

Preses un biedr. nod. vad. R. Lapsiņš.

Paziņojums.

Pamatojoties uz likuma par valsts valodu 9. un 12. pantu, ar savu š. g. 12. oktobra lēmumu esmu administratīvi sodījis ar vienreizēju naudas sodu: 1) spiestuvi „Grafika”, Rīgā, Grēcinieku ielā 28, ar Ls 20,—; 2) Gostiņu ēbreju lūgšanas nama draudzes priekšnieku ar Ls 10,—.

Rīgā, 1936. g. 13. oktobrī. 159210.

Administr. depart. direktors Anšmits.

Preses un biedr. nod. vadit. R. Lapsiņš.

Liepājas 2. iec. mirtiesnesis,

pamatojoties uz Kriminālproc. lik. 59., 847. līdz 851. p. un savu lēmumu, meklē pēc Soda lik. 298. p. 1. d. 3. punkta apsūdzēto Nikolaju Romana d. Venski, dzim. 1907. g. 11. oktobrī, Liepājā.

Katram, kam zināma šo minētā apsūdzētā dzīves vieta vai kur atrodas viņam piederoša manta, bez mazākās kavēšanās jāziņo man vai tuvākai policijas iestādei.

Liepājā, 1936. g. 9. oktobrī. 398.

Mirtiesnesis T. Vegners.

Meklētizbeidzamo personu 1899. saraksts.

39677. Baldiņš Valentīns. 48998/36.
39678. Bistrovs Vasiļs. 37303/32.
39679. Drēls Nina. 49109/36.
39680. Livmanis Vladimirs. 16382/25.
39681. Poļakovs Antons. 47756/36.
39682. Poļakovs Antons. 48326/36.
39683. Trušeļis Japina. 48229/36.
39684. Uzulens Benedikts. 13966/25.
39685. Vilcans Juris. 47330/35.

1936. g. 12. oktobrī.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks

J. Silarājs.

Darbvedis Hūns.

Kaŗa aviācijas fondam ziedojuši: Ls

Table with 2 columns: Donor name and amount in Ls. Includes Valsts un pašvaldību darbinieku biedrība Liepājā, Valsts Jaungulbenes laukokpib. izmēģ. stacijas darbinieki, Dikļu krājaizdevu sabiedrība, etc.

Table with 2 columns: Donor name and amount in Ls. Includes K. A. F. dzelzceļu apakškomitejas savāktie ziedojumi, Sunakstes piensaimnieku sabiedrība, Biržu krājaizdevu sabiedrība, etc.

RĪGA.

Latvijas Sarkanā Krusta 3-klasīgās 37. naudas loterijas

3. klases vinnestu sarakstā Ls 6,— vinnestos ieviesušās šādas kļūdas:

Stripojami: 6506, 8, 15, 18, 19, 23, 24, 25, 30, 54, 66, 69, 74, 78, 79 un 92;

to vietā jālasa: 6506, 8, 15, 40, 42, 46, 47, 53, 55, 56, 57, 65, 66, 68, 76 un 92.

Loteriju nod. vad. pal. A. Raimunds. Darbvedis (paraksts).

Māksla.

Nacionālā opera.

Trešdien, 14. okt., „Bajadēra“. Piedalās A. Liberte-Rebāne, P. Brīvkalne, V. Kadīķis, V. Leonaitis, A. Verners, T. Matīss, Ed. Mikelsons, A. Kortans, R. Pelle u. c. Diriģents P. Barisons.

Ceturtdien, 15. oktobrī, pirmo reizi Rīgā spēlēs slavenais grieķu fleitists Lambross Kalimachoss. Programmā: J. S. Bacha, L. Bēthovena, A. Mocarta, Kl. Debisi, M. Ravela, N. Rīmskija-Korsakova, Paganini-Kalimachosa u. c. komponistu darbi. Pie klavierēm prof. P. Šuberts. Puscenā ierobežotā skaitā. Koncerta abonementa 4. biļete.

Piektdien, 16. oktobrī, „Piķa dāma“. Piedalās E. Traviņa, H. Lūse, H. Čink-Berzinska, A. Ludiņa, V. Briede, A. Verners, V. Stots, Ed. Mikelsons, R. Pelle, M. Vētra u. c. Diriģents prof. M. Šteimanis. Parastās puscenā.

Sestdien, 17. oktobrī, pirmo reizi šīn sezonā „Jevgenijs Oņegins“.

Nacionālais teātris.

Trešdien, 14. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Valmieras puikas“.

Ceturtdien, 15. okt., plkst. 19.30 lētā izrādē „Ziedošais jaunības laiks“.

Piektdien, 16. okt., plkst. 19.30 Teodora Lāča viesizrādē pirmo reizi Viļa Lāča lugā „Kristaps Kaugurs“ 3 cēlienos 5 ainās. Režisors J. Osis, dekorātors A. Cimermanis. Derīga abonementa 4. un 10. biļete. Parastās puscenā ierobežotā skaitā.

Dailes teātris.

Trešdien, 14. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zisija“.

Ceturtdien, 15. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus ļaudis“.

Piektdien, 16. okt., plkst. 19.30 „Mežvidus ļaudis“.

Sestdien, 17. okt., plkst. 19.30 tautas izrādē „Zisija“.

Rīgas Mazais teātris.

Sestdien, 17. oktobrī, plkst. 19.30 Bolderājā, „Kurzemes hercogs Jēkabs“.

Svētdien, 18. oktobrī, plkst. 18, Ziemeļblāzmā (Vecmīlgrāvī), „Kurzemes hercogs Jēkabs“.

Literatūra.

Tieslietu Ministrijas Vēstnesis. 4. num. 1936. g. Tieslietu ministrijas izdevums. Redaktors: Prof. Dr A. Būmanis.

Latvijas Banka. Protestēto vekselu saraksts XXVI. 1936. g. I pusgads, no 1936. g. 1. janvāra līdz 1. jūlijam.

KURSI.

Rīgas biržā 1936. gada 14. oktobrī.

Devīzes:

Table of exchange rates for various currencies: 1 Amerikas dollars, 1 Anglijas mārciņa, 100 Francijas franku, etc.

Vērtspapīri: 6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes 95-96

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role.

Zvērināts biržas māksleris H. Kiršteins.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 16 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Kārļa Lūša lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. sept. izsludināto 1936. g. 26. febr. Kalsnavas pag. mir. Andža Putras, dz. 1850. gada 22. janvārī (v. st.) 1936. g. 17. febr. publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Andža Putras mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. 4670/36. 19636g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Annas Raģis lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. sept. izsludināto 1936. g. 19. martā Drustu pag. mir. Kārļa Raģa (Rage), dzim. 1869. g. 6. aug. 1935. g. 4. nov. mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Kārļa Raģa (Rage) mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. 4749/36. 19637g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 14. jūlijā Rīgas Jūrmalā mirušā Andreja Belte, dzim. 1870. g. 4. janv., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4892/36. 19641r Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Kārļa Lūša lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1928. g. 20. martā izsludināto 1927. g. 31. maijā Valmierā mir. Annas Lūs, dzim. 1862. g. 30. janv., 1927. g. 10. februārī publiskā kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Annas Lūs mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. 5102/36. 19638g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628. līdz 1631. un 1710. p. un Civillik. 2451. p. un Alfrēda Kupla u. c. lūgumu, uzaicina visas personas, kam ir kādi iebildumi pret šai tiesā 1936. g. 23. sept. izsludināto 1936. g. 22. jūlijā Rencēnu pag. mir. Friča Kupla dz. 1868. g. 17. martā, 1936. g. 15. jūl. mājas kārtībā taisīto testamentu, vai kam ir kādas tiesības uz mir. Friča Kupla mantojumu vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“, norādot, ka tos, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādiem, kas zaudējuši šīs tiesības vai atteikušies no iebildumiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. 4841/36. 19639g Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1913. gada 2. septembrī Slokā mirušā Friča Baumana ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4891/36. 19640r Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4922/36. 19642r Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1916. g. 25. sept. Ligatnes pag. mir. Pētera Leikarta ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4800/36. 19643r Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1927. g. 3. janvārī Vecpiebalgas pag. mir. Jāņa Vanaga, dzim. 1874. g. 23. aug., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4936/36. 19644r Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1913. g. 1. sept. Slokā mirušā Jāņa Jekabsona, dzim. 1848. g. 27. jūlijā (v. st.), un 1926. g. 12. febr. Slokā mirušās Annas Jekabsons, dzim. Zellis, dzim. 1858. g. 4. oktobrī (v. st.), ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4836/36. 19645r Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 28. martā Rīgā mirušā Eduarda Freiberga, dzim. 1871. gada 24. decembrī, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4826/36. 19646r Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 20. jūlijā Tīrzas pag. mir. Edes Bērzs (Bērziņš), dzim. 1865. g. 5. oktobrī, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētāi tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. L. № 4908/36. 19647r Priekšsēdētāja b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1575. p., paziņo, ka 1936. gada 21. oktobrī minētās nodalas atklātā tiesā sedē nolās 1936. g. 18. augustā Rīgā mirušās Bertas Heinrichas m. Kolpakovs, dz. Špeks (Speck), testamentu. Rīgā, 1936. g. 10. oktobrī. Priekšsēdēt. b. H. Mintals. Sekretārs E. Lasmāns.

Rīgas apgabalt. 4. civilnodala, pamatojoties uz 1926. g. 10. jūnija likumu un Civilproc. nolik. 1693. un 1695. p., ievērojot Margrietas Prieditis lūgumu un savu 1936. g. 26. septembra lēmumu, paziņo, ka parādniece Margrieta Prieditis parādu pēc obligācijas par 800 kr. rbl. ar 6% gadā, kas apstiprināta 1889. g. 25. nov. ar 2808. num. uz nekustamo īpašumu Rīgas apr. Lorupes muižas zemnieku zemes Silzemnieku mājām, ar zem. grām. reg. 3422. num. un pārvesta ar solidaritāte atbildību uz Lejas-Beitu A mājām ar zem. grām. reg. 6218. num., kas tagad pievienotas Silzemnieku mājām par labu Mikelim Bērziņam, ir samaksājusi, bet šo obligāciju nevar izsniegt atpakaļ parādniecei dzēšanai zemes grāmatās tādēļ, ka nav zināms tagadējais obligācijas turētājs. Tāpēc apgabaltiesas 4. civilnodala uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz šo obligāciju, pieteikties tiesā 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.“; ja šīs

personas noteiktā laikā nepieteiksies, obligāciju atzīs par samaksātu un lūdzējai dos tiesību prasīt parāda dzēšanu zemes grāmatā. Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. 04507. L. 545/36. 19838g Priekšsēd. v. L. Brimmeršs. Sekretāra v. O. Kodaras.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ar reģistra 193. num. ierakstītās firmas „Edgars Trapans“ (Rīgā, L. Smilšu iela 26) uzņēmums — dažādu automobiļu piederumu un mašīnu izgatavošanas darbnīca 1936. g. 10. jūlijā pārvietots no Dzirnauvu ielas 33 Rēveles ielā 45, Rīgā.

Saskaņā ar tirdzn. reģistra tiesneša 1936. g. 8. oktobra lēmumu tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 20077r Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī. Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ar firmu „Brāl Svetlanovi“ (Rīgā, Katolu ielā 42) ierakstītās atklātās sabiedrības reģistra folijā 586, uz tirdzn. reg. tiesneša 1936. g. 7. oktobra lēmuma pamata: a) atzīmēts, ka sabiedrības uzņēmums — zeķu un trikotāžu fabrika — atrodas Rīgā, Katolu ielā 42; b) ierakstīts, ka ar Rīgas pils. bāriņtiesas 1936. g. 14. augusta lēmumu Boriss Kerstens atbrīvots no mir. Nikolaja Svetlanova mantojuma aizgādāja amata un viņa vietā iecelts zvēr. adv. Vilis Holcmanis, dzim. Rīgā, Zīgri. Meierovica bulv. 6.

Rīgā, 1936. g. 7. okt. 20085r Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzniecības reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ierakstītās firmas „Voldeņārs Bērziņš“, pārtikas preču tirgotava“ reģistra 1635. folijā, uz tirdzn. reg. tiesneša 1936. g. 6. oktobra lēmuma pamata, atzīmēts: 1) ka firmas īpašnieks Voldeņārs Bērziņš no 1936. g. 19. septembra dzīvo Rīgā, Struteles ielā 5, 5. dz.; 2) ka 1936. g. 19. septembrī uzņēmums — pārtikas preču tirgotava — pārvietots Struteles ielā 5, Rīgā. 20086r Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī. Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ar reģistra 2770. num. ierakstītā firma „Kinematogrāfs „Etna““ . Vēvers un biedrs“ (Rīgā, Gertrūdes ielā 72) 1936. g. 31. aug. likvidēta un uz tirdzn. reg. tiesneša 1936. g. 7. oktobra lēmuma pamata, tirdzniecības reģistrā dzēsta. 20087r Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī. Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ar reģistra 2963. num. ierakstītā firma „Konfekšu un halvas rūpniecība „Ausma“ St. Rīnkevičs“ (Rīgā, Dzirnauvu ielā 100) 1936. g. 1. oktobrī likvidēta un uz tirdzn. reg. tiesneša 1936. g. 7. okt. lēmuma pamata tirdzniecības reģistrā dzēsta. Rīgā, 1936. g. 7. okt. 20081r Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ firmas „E. Veinerts“ (Rīgā, Skūnu ielā 11) reģistra folijā 3121, uz tirdzniecības reg. tiesneša 1936. g. 8. oktobra lēmuma pamata izlabots ieraksts par firmas īpašnieces Edītes Veinerts dzimšanas laiku.

Pēc tirdzn. reģistra, saskaņā ar izlabojumu, Edīte Veinerts dzimusi Rīgā 1884. g. 11. aug. Rīgā, 1936. g. 8. okt. 20084r Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ar reģistra 3555. num. ierakstītās firmas „Būvīzn. An. Budo-būvuzņēmums“ uzņēmums - kantoris 1936. g. 7. oktobrī pārvietots no L. Kalēju ielas 14/16 Miesnieku ielā 1, 3. dz., Rīgā.

Saskaņā ar tirdzniec. reģistra tiesneša 1936. g. 8. okt. lēmumu, tas atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 20080r Rīgā, 1936. g. 8. oktobrī. Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodala uz tirdzn. reg. not. 39. p. pamata paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A“ ierakstītās firmas „Jānis Filips“ reģistra 3747. folijā, uz tirdzniecības reg. tiesneša 1936. gada 8. oktobra lēmuma pamata, atzīmēts: a) ka šīs firmas īpašnieks Jānis Filips no 1936. gada 6. oktobra dzīvo Rīgā, Tīrgou ielā 4, 1. a. dz.;

b) ka 1936. g. 6. oktobrī min. firmas uzņēmums — apavrupniecības, sedlīnieku u. t. t. piederumu tirgotava — pārvietots Tīrgou ielā 4, 1. a. dz., Rīgā. Rīgā, 1936. g. 8. okt. 20078r Tirdzn. reg. tiesn. Grundulis. Sekretāra v. i. A. Bērziņš.

Jelgavas apgabaltiesa, uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata uzaicina visus, kam būtu uz 1936. g. 22. martā mir. Jāņa Briķmaņa atstāto mantoj. kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“. Termiņā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām. Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī. L. 1916/36. 19839r Priekšsēd. v. Alf. Vagals. Sekretārs M. Devingtelis.

Jelgavas apgabaltiesa.
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1931. g. 23. decembrī mirušā Jāņa Bērziņa atstāto mantojumu kādas tiesības, kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 1931/36. 19840
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Jelgavas apgabaltiesa.
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1936. gada 27. jūnijā mirušā Zamueļa (Zameļa) Puļķa atstāto mantojumu kādas tiesības, kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 2054/36. 19841
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Jelgavas apgabaltiesa.
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631., 1710. un Privātlīk. 2451. p. pamata, uzaicina visas personas, kam būtu kādas ierunas pret 1931. g. 1. novembrī mir. Krišjāņa Krišjāņa d. Ozola 1929. g. 19. aprīlī notariālā kārtībā sastādīto testamentu vai prasījumi pret testatora mantojumu, pieteikt savus strīdus un prasījumus šai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.
Pēc minētā termiņa noteicēšanas tiesa nekādas ierunas nepieņems un nepieteiktās tiesības atzīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 396/36. 19842
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Jelgavas apgabaltiesa.
uz Civilproc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p. pamata, uzaicina visus, kam būtu uz 1935. g. 10. martā mir. Anša Rozes atstāto mantoj. kādas tiesības kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt savas tiesības šai tiesai **3 mēnešu laikā** pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktās tiesības ieskatīs par spēku zaudējušām.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
L. 1925/36. 19843
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Jelgavas apgabaltiesa.
pamatodamās uz savu šī gada 21. septembra nolikumu, paziņo, ka 1000 kr. rbl. obligācija, korob. 1889. g. 17. novembrī ar žurn. 6160 num. uz Skurstenmuižas „Vieglo” mājām ar zemesgrām. 1247 num., atzīta par samaksātu un lūdzējam Augustam - Evaldai Ružem dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemesgrāmatās.

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
O. L. 632/36. 19844r
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Jelgavas apgabaltiesa.
pamatodamās uz savu šī gada 21. septembra nolikumu, paziņo, ka parāda akts — pirkuma - pārdevuma līgums, korob. 1869. g. 13. jūnijā ar 122/1714 num. uz Cerakstes pag. „Ješur” mājām ar zemesgrām. 1409 num., atzīts par amūlēt un lūdzējam Valsts zemes bankai dota tiesība prasīt attiecīgas hipotēkas dzēšanu zemesgrāmatās. O. L. 518/36. 19845r

Jelgavā, 1936. g. 6. oktobrī.
Priekšsēd. v. Alf. Vagals.
Sekretārs M. Devingtels

Rīgas pils. 5. iec. mirtiesnesis ar š. g. 7. jūlija spriedumu Hirsu Levensonu, dzim. 1870. gada 14. II, dzīv. Rīgā, Lienes ielā 1. 8. dz. par konfekšu gatavošanu ar agar-agaru, par uztura vielu laišanu apgrozībā iesaiņojumos, kas maldina pircēju par to izceļošanas vietu un par farmakopejas prasībām neatbilstošas vinskābes lietošanu ražojumu pagatavošanai konfekšu darbnīcā, Rīga, Avotu ielā 46, 2. dz., sodījis pēc Soda lik. 234. p. ar Ls 15,— vai nemaksas gadījumā ar 5 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.
628. 20293g
Mirtiesnesis J. Dukāts.

Rīgas pils. 5. iec. mirtiesnesis ar š. g. 22. jūlija spriedumu Otto Lesiņu, dzim. 1883. gada 18. V. dzīv. Rīgā, Marijas ielā 106, 14. dz. par bojātu irakova desu turēšanu pārdošanai Centrālrīgā, 213. gaļas galdā, sodījis pēc Soda lik. 236. p. ar Ls 15,— vai nemaksas gadījumā ar 4 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.
738. 20292g
Mirtiesnesis J. Dukāts.

Rīgas pils. 5. iec. mirtiesnesis ar š. g. 28. augusta spriedumu Kristīni Lauris, dzim. 1867. g. 11. maijā, dzīv. Rīgā, Daugavpils ielā 76, 28. dz., par piena turēšanu pārdošanai viņai piederošā piena veikalā, Rīgā, Daugavpils ielā 76, ar nepietiekošu tauku %, sodījis pēc Soda lik. 234. p. ar Ls 10,— vai nemaksas gadījumā ar 3 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā.

Rīgā, 1936. g. 7. oktobrī.
812. 20294g
Mirtiesneša v. J. Dukāts.

Rīgas pils. 13. iec. mirtiesnesis Grigorija Rubiņsteina prasības lietā par Ls 100,— pret Boruchu Dukareviču, kura dzīves vieta nav zināma, saskaņā ar prasītāja pihivarnieka zv. adv. pal. Solomona Šenkņapa un savu š. g. 7. okt. lēmumu uzaicina ar publikāciju Boruchu Dukareviču uz 1936. g. 17. dec. tiesas sēdi Rīgas pils. 13. iec. mirtiesneša sēžu zālē, Rīgā, Andreja Pumpura ielā 1.

Neierašanās gadījumā piemēros vajadzīgos Civilproc. nolik. noteikumus pret atbildētāju.
Lietā atrodas prasības līgums.

Mirtiesnesis M. Vitišs.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Soda lik. 33. un 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. g. 31. aug. spriedumu Izraelis Sabešinskis apsūdzība pēc Soda lik. 236. p. 1. d. par tirgošanos ar lietošanai nederīgām cepamām košerdesām atzīts par vainīgu un sodīts ar Ls 50,— vai maksātnespējas gadījumā ar 14 dienām aresta. Spriedums ir stāties likumīgā spēkā. Izraelis Sabešinskis ir gaļas galdā īpašnieks Rīgā, Centrālrīgā, 16/17. vieta.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
901. 20190g
Mirtiesn. Z. Jumikis.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Soda lik. 33. un 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. g. 14. sept. spriedumu Alfrēds Priedīte apsūdzībā pēc Soda lik. 235. p. par tirgošanos ēdienos veikalā, neievērojot sanitāros noteikumus, atzīts par vainīgu un sodīts ar Ls 20,— vai maksātnespējas gadījumā ar 5 dienām aresta. Spriedums ir stāties likumīgā spēkā. Alfrēds Priedīte ir ēdienu veikala īpašnieks Rīgā, Valdemāra ielā 6.

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
1017. 20191g
Mirtiesnesis Z. Jumikis.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Soda lik. 33. un 239. p., izsludina, ka ar viņa 1936. g. 20. augusta spriedumu Kārlis Lodiņš apsūdzībā pēc Soda lik. 234. p. par tirgošanos ar pilnienu, kas nesatur vajadzīgo tauku vielu procentu atzīts par vainīgu un sodīts ar Ls 15,— vai maksātnespējas gadījumā ar 3 dienām arestā. Spriedums ir stāties likumīgā spēkā. Kārlis Lodiņš ir piena produktu tirgotavas īpašnieks Rīgā, Lāčplēša ielā 63.

Rīgā, 1936. g. 6. oktobrī.
755. 20192g
Mirtiesn. Z. Jumikis.

Valkas apr. 4. iec. mirtiesnesis paziņo, ka ar viņa 1936. gada 22. sept. spriedumu, kas stāties likumīgā spēkā un nodots izpildīšanai, Minna Pētera m. Abolīnš, dzim. Jansons, 1874. gada 31. dec. Aizupes pag., ir sodīta pēc Soda lik. 236. p. 1. d. ar Ls 80,— vai nemaksas gadījumā ar 1 mēnesi aresta par cilvēku uzturam nepieciešamu desu glabāšanu pārdošanai savā gaļas tirgotavā Apē, Stacijas ielā 13.

Ape, 1936. g. 9. oktobrī.
382. 20193g
Mirt. G. Kreičbergers.

Liepājas 3. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 22. jūlija spriedumu Bēru Rozenbergu pēc Soda lik. 236. p. 1. d. par to, ka viņš pārdevis viltotu galdā sviestu š. g. 13. janv. savā pārtikas preču veikalā, Liepājā, Brīvības ielā 88, sodījis ar Ls 20,—, bet maksātnespējas gadījumā ar 6 dienām aresta.

Liepājā, 1936. g. 9. oktobrī.
483. 20298g
Mirtiesnesis (paraksts).

Kuldīgas iec. mirtiesnesis uz Civilproc. lik. 1628., 1631. un 1636. p. pamata paziņo, ka pēc 1935. g. 19. nov. Kuldīgas apr. Rendas pag. Spēlu mājās mir. Jētes Ribens ir atklāts mantojums un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu vai sakarā ar to tiesības, kā mantiniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Ja minētās personas savas tiesības angša uzrādītā termiņā nepieteiks, tad viņas atzīs kā šīs tiesības zaudējušas.

Kuldīgā, 1936. g. 5. oktobrī.
C. 636/36. 19677g
Mirtiesnesis (paraksts).

Daugavpils 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 10. okt. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p. un Civillik. 1239. p., uzaicina 1936. g. 2. jūlijā mirušā Hirša Kvina mantiniekus pieteikt savas mantojuma tiesības uz ne-laika atstāto mantojumu augšminētam mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstnesī”.

1936. g. 10. okt. 661/ev. 20306r
Mirtiesnesis E. Kalējiņš.

Daugavpils 4. iec. mirtiesnesis ar 1936. g. 26. augusta spriedumu sodījis Robertu Glemīti pēc Soda lik. 236. p. par tirgošanos ar cilvēka uzturam nederīgām desām ar Ls 30,— vai nesamaksāšanas gadījumā ar 10 dienām aresta.

Spriedums stāties likumīgā spēkā. K. 652/36. 20197r
1936. g. 8. oktobrī.
Mirtiesnesis K. Avenš.

Jaunlatgales iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 6. okt. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p. un Civillik. (X sēj. 1. d.) 1239. p., uzaicina 1935. g. 5. dec. mirušās Aleksandras Jevstajevs mantiniekus pieteikt savas mantošanas tiesības uz mantojumu, kas palicis Jaunlatgales apr. Anzēpils pag. Skurļu sādza. Mantojuma tiesības jāpieteic mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.”

Jaunlatgalē, 1936. g. 6. okt.
71. 19678g
Mirtiesnesis K. Malkaus.

Krāslavas 1. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 5. oktobra lēmumu, uz Civilproc. nolik. 1725. p. un Latzales Civillik. 1239. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 30. augustā mirušā Grigorija Jefimova ir palicis mantojums Krāslavā, Kaplavas ielā 11 un Nik. Rancana ielā 68, un uzaicina visus, kam būtu uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības, pieteikt tās minētam mirtiesnesim viņa kamērā, Krāslavā, Sporta ielā 3, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”.

Krāslavā, 1936. g. 5. oktobrī.
387. 19865r
Mirtiesnesis N. Reke.

Rēzeknes 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Soda lik. 239. p., izsludina, ka Frida Dāvida m. Pasternaks, dzim. 1886. gada Rēzeknē, ar likumīgā spēkā stājušos 1936. g. 11. augusta tiesas pavēli pēc Soda lik. 235. p. atzīta par vainīgu un sodīta ar Ls 10,— vai nesamaksāšanas gadījumā ar 3 dienām aresta par pienācīgas tīrības neievērošanu savā maizes ceptuvē Rēzeknē, Bukmuižas ielā 24.

Rēzeknē, 1936. g. 7. oktobrī.
Kr. 993. 20299r
Mirtiesnesis N. Korics.

Rēzeknes 2. iec. mirtiesnesis, saskaņā ar Hermana Pāvila d. Terentjeva lēmumu, savu š. g. 9. oktobra lēmumu un Civilproc. nolik. 1773., 1774., 1776. līdz 1778. p., izsludina, ka anulēta Hermana Pāvila d. Terentjeva pie Rīgas notāra Jāņa Krūklanda 1931. g. 21. septembrī ar reģistra 26064. numuru Jevdokija Jāņa m. Terentjeva izdotā generālpilnvara.

Rēzeknē, 1936. g. 10. oktobrī.
C. 940. 20300r
Mirtiesnesis N. Korics.

Rīgas apgabalt. 5. iec. tiesu izpildītājs Jānis Kurmitis (kanceleja Rīgā, Brīvības ielā 124, dz. 1), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:
1) Latvijas hipotēku bankas prasībā par termiņa maksājumiem 1936. g. 19. decembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Kārļa Pauzes nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā, Indrānu ielā, 2. hipot. iec., ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 1856. num. (26. grupā, 182. grūnti) un sastāv

no pilsētas dzimtsrentes gruntsgabala zemes platībā 783,1 kv. metra ar uz tā esošām ēkām;
2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 33000,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 68880,—;
4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 3300 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 8. okt. 20388
Tiesu izpild. J. Kurmitis.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jūrsōns (kanceleja Rīgā, Andr. Pumpura ielā 3, 7. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības apmierināšanai 1936. g. 21. novembrī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Arvidas - Almas Kaņeps nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā apr. Ligatnes pag. biezi apdzīvotā vietā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 14088. num. un sastāv no Paltmales muižas atdalītā zemes gabala 180 F, 4372 kv. metru kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 200,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 200,— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 20,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Rīgā, 1936. g. 6. okt. 20389
Tiesu izp. V. Jūrsōns.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs V. Jūrsōns (kanceleja Rīgā, Andr. Pumpura ielā 3, 7. dz.), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas, Ernesta Dziedātāja un Almas Dziedātājs prasību apmierināšanai 1936. g. 21. novembrī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 2. publiskā izsolē Kārļa Mazuļa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā apr. Ligatnes pag. biezi apdzīvotā vietā, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14404. num. un sastāv no Ierīku muižas zemes gabala 15 F, 7300 kv. mtr. kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1400,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 1400,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 140,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 5. okt. 20255
Tiesu izpildītājs H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceleja, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas aizd. nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. g. 23. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jūlija Čeriņa mant. masas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Raunas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14224. num. un sastāv no zemes gabala

„Dzintari 19 F”, 0,88 ha kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 5100,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 18100,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 510,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 5. okt. 20253
Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceleja, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas Hipotēku Bankas aizdevuma Ls 4200,— nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. gada 23. janvārī plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ierīku kultursaimniecību veicināšanas krāj-aizdevu sabiedrības nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Drabešu pag. Ierīku muižā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 14313. num. un sastāv no Ierīku muižas zemes gabala 40 F, 9000 kv. metru kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 4200,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 4200,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 420 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 5. oktobrī.
20466
Tiesu izpild. H. Birkhāns

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceleja, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas Hipotēku bankas Ls 1400,— aizdevuma nenomaksāto termiņmaksu piedziņai 1937. gada 23. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Ierīku biškopības biedrības nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Ierīku biezi apdzīvotā vietā, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14404. num. un sastāv no Ierīku muižas zemes gabala 15 F, 7300 kv. mtr. kopplatībā;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1400,—;
3) tai ir hipotēku parādi Ls 1400,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 140,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kancelejā.

Cēsis, 1936. g. 5. oktobrī.
20467
Tiesu izpild. H. Birkhāns.

Rīgas apgabalt. Cēsu apr. tiesu izpildītājs H. Birkhāns (kanceleja, Cēsis, Dārza ielā 30), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka:

1) Emīlijas Čeriņš Ls 793,14 ar proc. un izdevumiem prasības piedziņai 1937. g. 24. aprīlī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Jūlija Čeriņa mant. masas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Cēsu apr. Liepas pag., ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 356. num. un sast

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceleja Krāslava, Zvejnieku ielā 6), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. g. 25. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publ. izsolē Ignata Vikentija d. **Puncuļa** nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Skaistas pag. Vecuļu sādā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 16962. num., (7. grunti), 9,947 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1700.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 1800.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 170.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai; 20092

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomātās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclējā.

Krāslavā, 1936. g. 7. oktobrī. Tiesu izpildīt. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceleja Krāslava, Zvejnieku ielā 6), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. gada 25. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Adama Leona d. **Garkalna** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Pustinas pag. ar nosaukumu „Duburu mājas” un ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 928. num., 11,369 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2000.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 1980.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 200.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai; 20227

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomātās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclējā.

Krāslavā, 1936. g. 8. oktobrī. Tiesu izpildīt. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceleja Krāslava, Zvejnieku ielā 6), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. gada 25. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Donata Ignata d. **Udrīša** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Krāslavas pag., zemes gabals ar nosaukumu „Feteri” un ierakstīts zemes grāmatu reģistrā 6283. num., 131F grunti, 13,81 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 3000.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 2910.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 300.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai; 20228

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomātās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclējā.

Krāslavā, 1936. g. 7. oktobrī. Tiesu izpildīt. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. J. Avotnieks (kanceleja Krāslava, Zvejnieku ielā 6), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p. paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai **1937. gada 25. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Aleksandra Aleksandra d. **Jurkeviča** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Piedrujas pag. Ostrovas sādā, un ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 592. num., 19. grunti, 3,883 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 912.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Ls 500.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 91,20 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai; 20231

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomātās nekust. mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kanclējā.

Krāslavā, 1936. g. 9. oktobrī. Tiesu izpildīt. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpild. Kārlis Markvarts (kanceleja Ludzā, Aizsargu ielā 42) paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 171,91 ar proc. un Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 653,02 ar nokavējuma rentēm termiņmaksām un izdevumiem piedzišanai no Jāņa un Oļgas Kiriloviem **1937. gada 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā **Jāņa** Michaila d. un **Oļgas** Minona n. **Kirilovu** nekustamo mantu, kas atrodas Ludzā apr. Mērdzenes pag., ar zemes grāmatu reģistrā folijas 10750. num. un sastāv no Gudrū sādžas zemes izdalītās viensētas diviem gabaliem zemes № 3, 2,424 ha platībā, un № 3a, 5,662 ha platībā, bet pavasim 8,986 ha kopplatībā ar šas zemes piederumiem. Ja Valsts zemes bankas prasība līdz izsolei atkrīst, tad priekš Latvijas bankas prasības piedzišanas tiks pārdota tikai Jānim Kirilovam no minētās nekustamās mantas piederotā 5,086 ha zemes ar piederumiem;

2) minētā nekustamā manta pārdošanai izsolē novērtēta pilnā sastāvā par Ls 600.— un solišana izsolē iesāksies pēc Civiltiesu nolik. 1293. p. not.;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankas labā par Ls 700.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 60.— un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šai nekustamai mantai zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visos pārdomātās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ludzā iec. tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā. 20314

Ludzā, 1936. g. 9. oktobrī. Tiesu izpildīt. K. Markvarts.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpild. Kārlis Markvarts (kanceleja Ludzā, Aizsargu ielā 42) paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 360,52 ar proc. un izdevumiem piedzišanai no Aleksandra Tadenševa **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā **Aleksandra** Pētera dēla **Tadenševa** nekustamo mantu, kas atrodas Ludzā apr. Pildas pagastā, ar zemes grāmatu reģistrā folijas 7796. num. un sastāv no Rest-Ostakovas muižas zemes izdalītās 30F viensētas ar nosaukumu „Zaļupe”, platībā 11,98 ha zemes ar piederumiem;

2) minētā nekustamā manta pārdošanai izsolē, saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1262. p., ir novērtēta pilnā sastāvā par Ls 1879.—;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankas labā par Ls 1600.— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 187,90 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šai nekustamai mantai zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visos pārdomātās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ludzā iec. tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Ludzā, 1936. g. 9. okt. 20316r Tiesu izpild. K. Markvarts.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpild. Kārlis Markvarts (kanceleja Ludzā, Aizsargu ielā 42) paziņo, ka:

1) Latgales lauksaim. centrālā kooperatīva prasības Ls 229,73 ar proc. un izdevumiem piedzišanai no Vladimir Logina - Bernicka. **1937. gada 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Vladimiru Aleksēja dēla **Logina - Bernicka** nekustamo mantu, kas atrodas Ludzā apr. Pildas pagastā, ar zemes grāmatu reģistrā folijas 7364. num. un sastāv no Filandes muižas zemes atdalītās 11F viensētas, ar nosaukumu „Dzintaraku mājas”, 13,58 ha platībā zemes ar tās piederumiem;

2) minētā nekustamā manta pārdošanai izsolē, saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1262. p., ir novērtēta pilnā sastāvā par Ls 2538.— un solišana izsolē iesāksies saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1293. p. not.;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankas labā Ls 3600.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 253,80 un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šai nekustamai mantai zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visos pārdomātās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ludzā iec. tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Ludzā, 1936. g. 9. okt. 20317r Tiesu izpild. K. Markvarts.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpild. Kārlis Markvarts (kanceleja Ludzā, Aizsargu ielā 42) paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas prasības Ls 360,52 ar proc. un izdevumiem piedzišanai no Aleksandra Tadenševa **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā **Aleksandra** Pētera dēla **Tadenševa** nekustamo mantu, kas atrodas Ludzā apr. Pildas pagastā, ar zemes grāmatu reģistrā folijas 7796. num. un sastāv no Rest-Ostakovas muižas zemes izdalītās 30F viensētas ar nosaukumu „Zaļupe”, platībā 11,98 ha zemes ar piederumiem;

2) minētā nekustamā manta pārdošanai izsolē, saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1262. p., ir novērtēta pilnā sastāvā par Ls 1879.—;

3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankas labā par Ls 1600.— ar proc.;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda Ls 187,90 un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šai nekustamai mantai zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visos pārdomātās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Ludzā iec. tiesu izpildītāja kanclējā, bet divas nedēļas pirms izsoles Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Ludzā, 1936. g. 9. okt. 20318r Tiesu izpild. K. Markvarts.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpild. Kārlis Markvarts (kanceleja Ludzā, Aizsargu ielā 42) paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas un A./S. „Zemkopis” prasību piedzišanai **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Pētera, Domifilla un Adelaidas Franča bērnu **Zvidri** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzā apr. Nautrēnu pag. Uzulnīku sādžā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā folijā 16371. num. un sastāv no tiesībām: Pēterim Zvidris uz 1/4 id. d., Domifillai un Adelaidai Franča m. Zvidris katrai uz 1/4 id. d. no Uzulnīku sādžas viensētas 1 un 1a, kopplat. 13,324 ha;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1441;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Valsts zemes bankai Ls 1700.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 144,10 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Rēzeknē, 1936. g. 10. oktobrī. L. № 335. 20307r Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iec. tiesu izpild. A. Lazdiņš (kanceleja Rēzeknē, Rūd. Blaumaņa ielā 16), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1282., 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas un A./S. „Zemkopis” prasību piedzišanai **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Pētera, Domifilla un Adelaidas Franča** bērnu **Zvidri** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzā apr. Nautrēnu pag. Uzulnīku sādžā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā folijā 16371. num. un sastāv no tiesībām: Pēterim Zvidris uz 1/4 id. d., Domifillai un Adelaidai Franča m. Zvidris katrai uz 1/4 id. d. no Uzulnīku sādžas viensētas 1 un 1a, kopplat. 13,324 ha;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1441;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Valsts zemes bankai Ls 1700.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 144,10 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Rēzeknē, 1936. g. 10. oktobrī. L. № 335. 20307r Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iec. tiesu izpild. A. Lazdiņš (kanceleja Rēzeknē, Rūd. Blaumaņa ielā 16), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Rolanda Lielmaņa prasības piedzišanai **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Domēnika Augusta d. Žuravka** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apriņķī, Dricēnu pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā folijā 8809. num. un sastāv no Putrānu sādžas viensētas ar 20. num., 3,37 des. platībā, bez tam koplietoš. tiesīb. 4 pļavas gabalos 232, 231 un 226;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2445;

3) nekustamai mantai nav hipotēku parādu;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 245.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā. 20336

Valēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Vilks.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iec. tiesu izpild. A. Lazdiņš (kanceleja Rēzeknē, Rūd. Blaumaņa ielā 16), saskaņā ar Civiltiesu nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Latvijas kredītbankas Daugavpils nodaļas prasības piedzišanai **1937. g. 24. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Zuzannas Bokta**, dzim. Posulans, nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apriņķī, Dricēnu pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistrā folijā 15246. num. un sastāv no zemes gabala ar nosaukumu „Kriņģu” mājas, 10 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 543.—;

3) nekustamai mantai ir hipotēku parāds Valsts zemes bankai Ls 500.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 54,30 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Rēzeknē, 1936. g. 10. oktobrī. L. № 157. 20309r Tiesu izpildītājs A. Lazdiņš.

Daugavpils apgabalt. Viļēnu iec. tiesu izpildītājs O. Vilks (kanceleja Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) maksātnespējīgās Viļēnu krājaizdevu sabiedrības konkursa valdes, Elija Zlatokrieva un Šloma Altermaņa prasību atlikuma un Bronislavas Čupans alimantu prasības apmierināšanai **1937. g. 17. aprīlī**, plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē **Pētera (Pītera) Čupana** nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Viļēnu pag. Malmežnieku sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 15128. num. un sastāv. no 7. viensētas, 10,958 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1640.—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1700.— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā.

Viļēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Vilks.

mās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdomātās nekustamās mantas dokumenti ieskatāmi tiesu izpildītāja kanclējā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kanclējā. 20336

Valēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Vilks.

Daugavpils apgabalt. Viļēnu iec. tiesu izpildītājs O. Vilks (kanceleja Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

Daugavpils apgabalt. Viļņu iec. tiesu izpildītājs O. Viļks (kanceļa Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) Barkavas krājaizdevu sabiedrības prasības atlūkuma apmierināšanai 1937. g. 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpilī, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Alekša (Alekseja) Jāzeps d. Mālnieka nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Barkavas pagastā, Inčeru sādžas zemes robežas, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 14752. numurā un sastāv no zemiekiem piešķirtās zemes 22. viensētas, 5,252 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 623,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 300,— Latvijas bankai; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā;

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskaitāmi tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kanceļijā. 20340 Viļēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Viļks.

Daugavpils apgabalt. Viļņu iec. tiesu izpildītājs O. Viļks (kanceļa Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) Girša Vainstoka un Dāvida Mucenika prasību atlūkuma apmierināšanai 1937. gada 17. aprīlī, plkst. 10, Daugavpilī, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Andreja Ozoliņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Barkavas pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 6564 num. un sastāv no zemes gabala ar nosaukumu „Raženovas folvarks”, 20,6170 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 3670,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 200,— Valsts zemes bankai;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā; 20342 6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskaitāmi tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kanceļijā. Viļēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Viļks.

Daugavpils apgabalt. Viļņu iec. tiesu izpildītājs O. Viļks (kanceļa Viļēnos, Rēzeknes ielā 14) paziņo, ka:

1) maksātnespējīgās Viļņu krājaizdevu sabiedrības konkursa valdes prasības atlūkuma apmierināšanai 1937. g. 17. apr., plkst. 10, Daugavpilī, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Viktoram Ādamam d. Trupam piederošās īpašuma tiesības vienā ideālā pusdālī (1/2) nekustamā mantā, kas atrodas Rēzeknes apr. Vidsmuižas pagastā, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 15671. num. un sastāv no 17. viensētas (divos gabalos), 13,686 ha kopplatībā;

2) nekustamā manta novērtēta pilnā sastāvā par Ls 1889,—; 3) nekustamā manta pilnā sastāvā ir apgrūtināta ar hipotēku parādu Valsts zemes bankai par Ls 1300,—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas - Jaunlatgales zemes grāmatu nodaļā; 20343

6) tiesības, kas novērs šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai;

7) visi pārdodamās nekustamās mantas dokumenti ieskaitāmi tiesu izpildītāja kanceļijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civillodaļas kanceļijā. Viļēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Viļks.

Daugavpils apgabaltiesas Viļņu iec. tiesu izpildītājs O. Viļks (kanceļa Viļēnos, Rēzeknes ielā 14), saskaņā ar Civiltiesu kodeksu, 1184. un 1236. p., paziņo, ka Donata Groza nekustamās mantas izsole, kas bija nolikta 1936. g. 3. oktobrī un izsludināta „Vald. Vēstn.” 1936. gada 139. num., uz pusu vienotības nosaukuma, atlikta uz 1936. g. 12. decembri. 20327r

Viļēnos, 1936. g. 12. oktobrī. Tiesu izpildītājs O. Viļks.

Rūjienas notārs Alfrēds Pakalniņš uz Zemas - Amālijas Smits lūgumu izsludina, ka Zeima - Amālija Smits atsauca un anulē ģenerālpilnvaru, ko viņa izdevusi Ernestam Smitam un ko apstiprinājis Rūjienas notārs J. Kiršteins 1929. g. 26. martā ar 883. reģistra numuru. Notārs A. Pakalniņš.

Ētū iestāžu sludinājumi.

Valsts zemes banka

(Rīgā, Valdemāra ielā 1-b), pamatojoties uz 1925. gada 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, iekļaujot tiesības uz lauku nekustamo mantu un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šīs likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzišanai:

1. Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas telpās, Rēzeknē, Pulkv. Kalpaka ielā 18, 1936. g. 4. decembrī plkst. 10, pārdos 1. atklātā vairāksolīšanā tiesības uz saimniecību ar ēkām, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Ludzas apr. Nautrēnu pag. Mežvidu muižas jaunsaimniecībā 33 F un piešķirta Jānim Jāņa d. Karānam (skat. Zem. lē. Vēstn. 170. num. 12. lapp. 2315/10785).

2. Saimniecība sastāv no: a) 11,67 ha zemes kopplatības ideālās puses; b) 2 dzīvojamām ēkām, 1 kūts un 1 šķūņa.

3. Solīšana sāksies no Ls 200. Bez sasolītās summas tiesību ieguvējam vēl jāuzņemas nomaksāt zemes un ēku izpirkšanas maksu Ls 103,—, uzkrājušos valsts un pašvaldības lauku nekustamās mantas nodokļu parāds Ls 172,04.

4. Solītajiem jānodod līdz izsoles sākumam izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a) drošības naudas 1/2 no 3. pantā minētās summas, t. i. Ls 40,—, b) Centrālās zemes ierīcības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Lūgumi apliecības izsniegšanai jāiesniedz Centrālajai zemes ierīcības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5. Tiesību ieguvējam, tūlīt pēc izsoles beigām, jāpapildina lemamskā drošības nauda līdz 1/2 no nosolītās summas. Pārējās 1/2 jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā 2 nedēļas pēc izsoles.

So prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību. 20355

1936. g. 9. oktobrī. AR 11739 Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļa.

ŪTRUPE.

1936. g. 22. oktobrī, Latviešu akciju bankas uzdevumā, pārdos atklātā izsolē Milgrāvja ielā 5, bij. Oehricha fabrikā, zirgus, zirgu aizjūgus, 1 kamana un 3 raspuskas. 20371r

Rīgas pilsētas ūtrupnieks E. Karlsons, uzņemas visādu mantu un preču likvidāciju: tālrūmi: 24260 un 30291.

Ūtrupe.

Ainažu muitnica paziņo, ka š. g. 8. nov., plkst. 10, muitnīcas telpās pārdos atklātā vairāksolīšanā dažādas konfiscētas preces, kā: 1 medību bīsi, 1 revolveri, pulvēri, skrotis, no brīvrocas zīmētas bildes, blīžu rāmjus no papes u. t. t.

Preces apskatāmas ūtrupes dienā muitnīcā. 20488g

Ainažu muitnica.

Izglīt. ministrijas tautskolotāju cenza komisija izsludina par nederīgu nozaudēto Ellas Ošiņš dziedāšanas skolotājas - praktikas 1460. pagaidu apliecību, kas viņai izdota 1936. g. 31. janvārī. 20365r

Rīgas prefēks 8. iec. priekš. izsludina par nederīgu kara klausības 7684. apliecību, ko Rīgas kara apr. priekš. 1932. g. 15. febr. izdevis Voldeimāram Rozītim. 20358r

Karj. ministr. Apgādes pārvalde

Iegādās sacensībā
1936. gada 19. oktobrī, plkst. 11, Rīgā, Valdemāra ielā 10/12, **glikolu, tehnisko . . . 450 kg.**
Piedāvājums nodrošināms 5% apmērā no summas. Tuvāki nosacījumi — Finanču daļā. L 3726 20383

Finanču ministrijas Tirdzniec. un rūpniec. departaments

1937. gada Parīzes izstādes Baltijas valstu paviljona kopējās atpūtas telpas dekoratīvās skulptūras modeļa **sacensības termiņš** pārcelts no š. g. 15. oktobra L 3739 **uz 20. oktobri, plkst. 12 dienā.**

Tirdzn. un rūpn. depart. direktors B. Pavasars. Saimn. polit. un līgumu nod. vadītājs J. Volmārs. 20506

Izglītības ministrijas Skolu departaments

izsludina š. g. 4. novembrī, plkst. 11 **rakstisku izsoli**
Valsts Arkīva, Slokas ielā 16 piebūves darbu izdošanai.

Rakstiski piedāvājumi, apmaksāti ar attiecīgu zīmognodokli un apliecību par nodokļu nomaksu iesniedzami Skolu departamenta būvniecības birojā līdz š. g. 4. novembrim, plkst. 11 kopā ar drošības naudu Ls 20.000,—. Vēlākus piedāvājumus neievēros. L 3722 20382
Tuvākas ziņas par projekts apskatāmi Skolu departamenta būvniecības birojā, Valdemāra ielā 36a, darba laikā.

Rīgas pils. nekust. īpašumu valdes malkas nodaļa

pērk bērzu, alksņu un priežu 1. šķiras malku.
Ar zīmognodevu apmaksātus piesolījumus līdz iesniegt slēgtās aploksnēs līdz š. g. 26. oktobrim Kēniņu ielā 5, 81. ist. L 3721 3 20381

Rīgas pilsētas lopkautuvei veterinārārsts

ar vispusīgu praksi un piedzīvojumiem gajas izmeklēšanā lopkautuvēs un gajas apskates stacijās. Atalgojums pēc 3. kategorijas (Ls 300 mēnesī). Tikai tādi reflektanti, kuri var pilnīgi patstāvīgi bakterioloģiski un histoloģiski gaju izmeklēt, uzrādot likumā paredzētās zināšanas, un atbilst augstāk minētām prasībām, var pieteikties Rīgas pilsētas tirdzniecības valde ar rakstu līdz š. g. 25. novembrim, klātpieliekot īsu dzīves aprakstu un dokumentus par izglītību un līdzšinējo praksi. 20483

Rīgas-Jūrmalas pilsētas valde,

Dubulti prospektā 1, izsludina 1936. g. 27. oktobrī, plkst. 11, **rakstisku izsoli**
velkoņa-ledlauža 1936./37. gada ziemas perioda darbiem pie Jūrmalas pontonu tilta.

Rakstiski piedāvājumi, apmaksāti ar Ls 2,— zīmognodevu, līdz ar drošības naudu Ls 500,—, jāiesniedz Rīgas-Jūrmalas pilsētas valdes būvinspekcijā. Tuvākas ziņas saņemamas pilsētas valdes būvinspekcijā, darba laikā. 20487

Rīgas-Jūrmalā, 1936. g. 12. oktobrī. 405. Pilsētas valde.

Šoseju un zemes ceļu departamenta 3. rajona inženieris

1936. g. 26. oktobrī, plkst. 11, savā kanceļijā, Cēsis, Raunas ielā 10, 3. dz.

izdos jauktā izsolē

sekojošus laukakmeņu piegādes darbus šoseju bitumenēšanas vajadzībām:

- 1) 15 m³ laukakmeņu uz Rīgas ielas, Cēsis,
- 2) 30 " " " Gaujas ielas, Cēsis,
- 3) 60 " " " Cēsu - Raiškuma šosejas, posmā no km 1,173—3,157,
- 4) 50 " " " Cēsu - Valmieras šosejas, posmā no km 1,125—2,200,
- 5) 65 " " " Cēsu - Veselavas šosejas, posmā no km 1,125—2,400.

Piegādi izdos mazās vienībās ā 20 m³ katrā. Nodrošinājums Ls 10,— par vienību, kurš pie līguma slēgšanas papildināms līdz Ls 20,— par vienību. Tuvākas ziņas rajona kanceļijā Cēsis, Raunas ielā 10, 3. dz., parastā darba laikā. L 3736 20385

Strenču virsmežniecība

1936. g. 29. oktobrī, plkst. 12, Trikatās mežziņa kanceļijā, Strenčos, Valkas ielā 16, **mutiskā izsolē**
pārdos augošu un atmirušu mežu, saimnieciskā kārtā sagatavotus materiālus un veras ēkas noplēšanai:
no Olinas mežniecības 37 vienības, no Ls 9 līdz Ls 550
no Trikatēs mežniecības 19 vienības, no Ls 2 līdz Ls 150
no Gaujas mežniecības 20 vienības, no Ls 18 līdz Ls 600
no Viļņas mežniecības 17 vienības, no Ls 48 līdz Ls 1900
no Jērcēnu mežniecības 15 vienības, no Ls 32 līdz Ls 140
Mežu pārdos saskaņā ar zemkopības ministra 1935. gada 15. oktobrī un 1936. g. 13. februārī apstiprinātiem nosacījumiem. Operācijas termiņš visām vienībām 1937. g. 1. maijs. Virsmežniecība patur tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Sīkākas ziņas par izsoli un pārdodamiem materiāliem dabūjamās virsmežniecības kanceļijā. 20484
Strenču virsmežniecība.

Šoseju un zemes ceļu depart. 3. raj. inženieris

1936. g. 22. oktobrī, plkst. 11 Ieriķos, Mednieku kluba telpās **izdos otrreizējā jauktā izsolē 300 m³ laukakmeņu piegādi**
Cs 46 Ieriķi-Skujenes 1. šķ. ceļa bruģa pārbūvei par šoseju no km 0,000—0,900, pie Ieriķiem.
Piegādi izdos mazās vienībās ā 20 m³ katrā. Nodrošinājums Ls 10,— par vienību, kurš pie līguma slēgšanas papildināms līdz Ls 20,— par vienību. Tuvākas ziņas rajona kanceļijā Cēsis, Raunas ielā 10, 3. dz., parastā darba laikā. L 3733 20384

Zālītes virsmežniecība

1936. g. 17. novembrī, plkst. 12, virsmežniecības kanceļijā Zālītes meža muiža pārdos **mutiskā izsolē**
a) **saimnieciskā kārtā sagatavotās kārtis un baļkus 3., 4. un 6. iec. mežniecībās**, pavisam 14 vienības, vērtībā no Ls 9,20 līdz Ls 1611,—;
b) **nojauktas telefona līnijas stubus**, 1 vienību, vērtībā Ls 17,55;
c) **augošu mežu pēc platības 3., 4. un 5. iec. mežniecībās**, pavisam 130 vienības, vērtībā no Ls 11,— līdz Ls 215,—.
Mežu un mežu materiālus pārdos saskaņā ar likumu par valsts mežu un mežu materiālu pārdošanu un izsniegšanu (izsl. „Vald. Vēstn.” 1936. g. 122. num.).
a) saimnieciskā kārtā sagatavotās kārtis un baļkus pārdos uz zemkopības ministra 1933. g. 31. marta apstiprinātiem noteikumiem;
b) nojauktās telefona līnijas stubus pārdos pret tūlīt samaksu;
c) augošu mežu pārdos uz zemkopības ministra 1935. g. 15. okt. apstiprinātiem noteikumiem.
Virsmežniecība patur tiesību izsludinātās un pārdošanai nolemtās izsoles vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas virsmežniecības kanceļijā un pie 3., 4., 5. un 6. iec. mežziņiem. 20485 Zālītes virsmežzinis Stuberovskis.

Sējas pagasta valdei

Rīgas apr., vajadzīgs **pagasta valdes darbvedis un tiesas rakstvedis.**

Kandidāti, kam piešķirtas darbeža tiesības un kas vēlētos šo amatu ņemēt, tiek uzaicināti iesniegt lūgumus ar dokumentu norakstiem līdz vēlēšanu dienai vai ierasties personīgi vēlēšanās Sējas pagasta valde š. g. 30. oktobrī, plkst. 14. Tuvākā dzelzceļa stacija Inčukals — 10 km. Pasts Jaunsēja. 20500g
Pag. vecākais J. Eglīte. Darbv. v. i. R. Ambois.

Latvijas universitātes tautsaimniecības un tiesību zinātņu fakultātes tautsaimniecības nodaļa

izsludina par pazaudētu un nederīgu šīs fakultātes stud. Dāvida Timmermaņa lekciju grāmatīti (matr. № 17453).

Rīgas pils. aizkādības valde

izsludina par nederīgām nozaudētās šīs pils. valdes darba nodaļas izdotās darba grāmatas: 1) R № 58766/61230, kas 1932. g. 16. jūnijā izdota Jānim Gorbimovičam; 2) R № 39067/25206, 1932. g. 10. jūnijā Fridriham Henselim; 3) R № 65133/67585 — 1932. g. 12. jūnijā Jevdokijai Rumjanovs, dz. Andrejs; 4) R № 12012/12, ko Aļšvanga pag. valde 1932. g. 14. jūnijā izdevusi Marijai Sisenis; 5) L № 07722, ko Skaistas pag. valde 1932. g. izdevusi Jāzepam Vēverim, un 6) 325. darba grāmatīti, ko Zvārdes pag. valde 1932. g. 15. jūnijā izdevusi Teklaj Rāms. 20062r

Rīgas prefēks 11. iec. priekš.

izsludina par nederīgu karakt. 20393. apliecību, ko Rīgas kara apr. priekš. 1925. g. 25. janv. izdevis Fricim Lācim, dzim. 1893. g. 6. oktobrī. 20364r

Radiofona abonentu kantoris

izsludina par nederīgām nozaudētās abonementa atļaujas: № 2016/60065, kas izdota 1932. gada 7. maijā Jānim Grubem; 2) № A 24993, kas izdota 1935. gada 15. nov. Indrikim Plaucītim. L 3732. 20386r

Dažādi sludinājumi.

Satiksmes akciju sabiedrība „Autoriņš” paziņo, ka 1936. g. 31. okt., plkst. 12, valdes telpās, Rīgā, Haņzas ielā 3, tiek sasaukta **otreizējā ārkārtēja pilna akcionāru sapulce.**

Dienas kārtība: Likvidācijas komisijas locekļu vēlēšana. Šī sapulce ir pilntiesīga un tās lēmumi galīgi pie katra akciju skaita, kas reprezentētas sapulcē. 20402g Valde.

Biedrības Centrālā darba invalidu biedrība likvidātors,

pamatojoties uz likumu par biedrību, savienību un politisko organizāciju slēgšanu, likvidāciju un reģistrēšanas kārtību izņēmuva stāvokļa laikā 5. pantu, uzaicina visus šīs biedrības mantas turētājus, debitorus, kreditorus un citas ieinteresētās personas, pieteikties 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” 20266g
Balvu patērētāju biedrība „Skudra” valde.

ievietošanas „Vald. Vēstn.” likvidātoram, Rīgā, Iekšlietu ministrijas 86. istabā, katru dienu no plkst. 9—11.

Šī laikā nepieteiktās tiesības un prasījumus atzīs par spēku zaudējušiem, bet par biedrības mantu slēpšanu draud likumīga atbildība. Rīgā, 1936. g. 23. septembrī. 18252g Likvidātors (paraksts).

Kīšu - Juglas ezeru zvejnīcības biedrības valde

uzaicina visus šīs biedrības mantas turētājus, debitorus, kreditorus un citas ieinteresētās personas pieteikt un iesniegt prasības biedrības valdei, Rīgā, Strazdumuiža, Ciempus ielā 1, 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vestnesī”.

Šī laikā nepieteiktās tiesības un prasījumus atzīs par spēku zaudējušiem, bet par biedrības mantas slēpšanu draud likumīga atbildība. 20260r Biedrības valde.

Kristīgo biedr. „Ielas misionā” likvidācijas komisija

uzaicina šīs biedr. mantu turētājus, debitorus, kreditorus un citas ieinteresētās personas pieteikt un iesniegt prasības likv. komis. Jelgavā, Blaumaņa ielā 6, 3. dz., 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vestnesī”. Šī laikā nepieteiktās tiesības un prasījumus atzīs par spēku zaudējušiem, bet par biedrības mantas slēpšanu draud likumīga atbildība. 20368r

Likvidātors (paraksts).

Virsnieku ģimeņu apvienības Cēsu nodaļas 1936. g. 3. okt. mantu loterijas vinnējušo biļetu saraksts:

Vinnestī no Ls 15,— līdz Ls 80,— vērtībā:
121, 169, 541, 823, 1596, 1726, 2009.

No Ls 3,— līdz Ls 15,— vērtībā:
26, 146, 163, 244, 345, 445, 513, 548, 584, 709, 797, 802, 846, 856, 891, 1067, 1068, 1263, 1415, 1482, 1487, 1570, 1651, 1660, 1724, 1868, 1904, 1938.

No Ls 1,— līdz Ls 3,— vērtībā:
19, 49, 140, 141, 232, 341, 431, 446, 523, 566, 644, 716, 758, 778, 813, 847, 913, 943, 963, 1217, 1304, 1598, 1703, 1730, 1739, 1744, 1854, 1884, 1897, 1903, 1918, 1925, 1937, 1975.

Balvu patērētāju biedrība „Dārziņš”

savā pilnā biedru sapulcē 1936. gada 8. oktobrī nolēma savienoties ar Balvu patērētāju biedrību „Skudra” jaunā kooperatīvā sabiedrībā ar nosaukumu Balvu kooperatīvs.

Kreditori var pieteikt valdei savus ieņēmumus pret savienošanos 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” 20265g

Balvu patērētāju biedrība „Skudra”